Vers la reprise :
Innovation, emploi et croissance

Coup de projecteur

Forum de l'OCDE 2010

Réunion du conseil de l'OCDE
au niveau des ministres

La semaine de l'OCDE



26-27-28 Mai 2010, Paris

www.oecd.org/forum2010-fr
www.oecd.org/mcm2010-fr





SPONSOR PRIVILÉGIÉ



SPONSORS





SUPPORTERS AVEC LE SOUTIEN DE







Tel.: +33 (0)1 45 24 82 00
Fax: +33 (0)1 44 30 63 46
sales@oecd.org

Publié en français et en anglais par l'Organisation de coopération et de développement économiques

LES EDITIONS DE l'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
www.oecd.org

DIRECTEUR DU FORUM DE L'OCDE
Anthony Gooch
RESPONSABLE DU FORUM DE L'OCDE
Willemien Bax
RÉDACTEURS EN CHEF
Rory Clarke, Ricardo Tejada
ASSISTANTS EDITORIAUX
Claire Berthier, Christine Clément, Andrew Gentry, Emilie Goux, Sue Kendall-Bilicki, Gráinne Mooney
RÉDACTEURS
Clarisse Douaud, Brian McGarry, Ilan Moss, Michael Sykes, Lyndon Thompson et les étudiants de HEC Paris
MISE EN PAGE
Vif Argent
COORDINATRICE DE LA PRODUCTION
Émilie Goux
ÉDITEUR PHOTO
Luisa Constanza
ASSISTANT ÉDITEUR PHOTO
Michael Dean
PHOTOGRAPHES
Hervé Cortinat, Benjamin Renout, Victor Tonelli
VERSION INTERNET
Émilie Goux
CHEF DES ÉDITIONS DE L'OCDE
Toby Green
LOGO ET CONCEPTION GRAPHIQUE
Éditions de l'OCDE
IMPRESSION
Éditions de l'OCDE

Table des matières

Vers la reprise
Innovation, emploi & croissance saine



Vers la reprise : Innovation, emploi & croissance saine

Message d'Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE

> « La mission de l'OCDE est d'aider les pouvoirs publics à élaborer une stratégie de sortie de crise et à établir une croissance soutenue, partagée et durable. »



La Réunion ministérielle de cette année et le Forum de l'OCDE intitulé « Vers la reprise : Innovation, emploi et croissance saine » ont ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Organisation : le Chili a rejoint l'OCDE et trois autres pays (Estonie, Israël et Slovénie) ont été formellement invités à devenir membres.

Les 26 et 27 mai 2010, 1 400 participants au Forum de l'OCDE, parmi lesquels des entreprises, syndicats, personnalités de la société civile, universitaires et ministres, se sont réunis pour débattre des grands enjeux économiques internationaux. Les discussions et solutions proposées lors du Forum ont alimenté la Réunion ministérielle de l'OCDE qui s'est tenue dans le prolongement de cette manifestation.

Le Forum était centré sur la mission de l'OCDE d'aider les pouvoirs publics à élaborer une stratégie de sortie de crise et à établir une croissance soutenue, partagée et durable. La session consacrée aux perspectives économiques a souligné les choix complexes auxquels les pays sont confrontés : la nécessité d'associer des stratégies de sortie de crise et d'assainissement des finances publiques, à l'heure où la croissance est faible et le chômage élevé ; l'impératif de concilier expansion économique et réduction des émissions de CO_2 en adoptant un nouveau modèle de croissance verte dont les principaux moteurs sont les échanges internationaux, l'investissement et l'innovation.

Le Forum 2010 a révélé que l'innovation était un pilier essentiel de la productivité, de l'emploi et de la croissance durable. L'OCDE a pris l'initiative en lançant la *Stratégie de l'OCDE pour l'innovation* en vue d'aider les pouvoirs publics à mettre en place les conditions propices à l'innovation et à optimiser le processus d'innovation. En outre, le Forum a fourni des informations précieuses qui viendront enrichir le rapport d'étape sur la *Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte*, qui sera finalisé l'année prochaine. Parmi les principaux enjeux abordés, citons la suppression des subventions aux combustibles fossiles préjudiciables à l'environnement ; la prise en compte de l'environnement dans le soutien à l'agriculture ; l'utilisation des taxes ou des redevances liées à l'environnement et des systèmes d'échange de droits d'émission. Enfin, les débats lors du Forum ont renforcé notre conviction que le maintien de politiques favorables aux échanges et à l'investissement – y compris l'achèvement du cycle de Doha – créera les conditions propices à une reprise plus vigoureuse.

Le Forum de l'OCDE est un volet essentiel de nos efforts pour nouer un dialogue avec tous les secteurs de la société et tenir compte de leurs attentes afin de bâtir une économie mondiale plus forte, plus saine et plus juste. À l'avenir, une vision stratégique est nécessaire afin de concilier efficience économique, intégrité environnementale et équité sociale, à l'échelle nationale comme internationale.

En mai 2011, le Forum de l'OCDE coïncidera avec notre 50e anniversaire. Nous prévoyons un programme spécial à cette occasion. Notez cette date dans votre agenda !



Vous souhaitez en savoir plus ?

www.oecd.org/forum2010-fr
www.oecd.org/mcm2010-fr



Session d'ouverture : innovation, emploi et croissance saine

Modérateur : **Loïck Berrou,** Rédacteur en chef, France 24, France

Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE
Giulio Tremonti, Ministre de l'Économie et des Finances, Italie

« La crise en grec signifie la rupture, et elle peut se révéler positive ou négative selon la réponse qui y sera apportée. »

Giulio Tremonti

Loïc Berrou ouvre le Forum 2010 de l'OCDE en le présentant comme une occasion de « faire le point sur ce qui a été accompli et d'envisager l'avenir ». Malgré un paysage économique « pas trop optimiste », M. Berrou appelle les participants à saisir l'occasion de prendre du recul par rapport à la situation actuelle et de regarder vers l'avenir à travers le prisme d'« une diversité d'opinions et d'expression ». Il fait l'éloge du processus d'élargissement de l'OCDE.

Angel Gurría souhaite la bienvenue aux participants au Forum de l'OCDE et souligne que, aux dernières nouvelles, l'économie mondiale semble aller mieux que prévu *(voir résumé de la session consacrée aux Perspectives économiques)*. Il se déclare néanmoins préoccupé par une « reprise à trois vitesses », avec les marchés émergents qui affichent des taux de croissance à deux chiffres, les États-Unis et le Japon qui progressent plus vite que les autres pays de l'OCDE, et l'Europe qui connaît une croissance plus lente. M. Gurría souligne aussi la nécessité d'assainir progressivement

De gauche à droite : **Angel Gurría, Loïck Berrou et Giulio Tremonti**





De gauche à droite : **Angel Gurría et Giulio Tremonti**

les finances publiques, signalant que certains facteurs à moyen et long terme ont été négligés dans « l'urgence » des mesures immédiates prises face à la crise. Selon le Secrétaire général de l'OCDE, il est temps maintenant d'opérer une « transformation structurelle » centrée sur une action en faveur de l'innovation, de l'éducation, de la croissance verte et de la recherche-développement. Paraphrasant Léonard de Vinci selon lequel «il ne suffit pas de savoir, il faut appliquer », M. Gurría déclare que « la bonne volonté ne suffit pas, ce qu'il faut c'est agir ». Enfin, M. Gurría loue le courage politique de **Giulio Tremonti**, Ministre italien de l'Économie et des Finances, invité au Forum, concernant les mesures d'austérité annoncées la veille par le gouvernement italien.

Giulio Tremonti rappelle que l'histoire est toujours faite de cycles longs, mais que « tout a explosé soudainement ces 20 dernières années [...] il n'y a jamais eu autant de changements en si peu de temps ». Il résume ces bouleversements en deux mots : mondialisation et crise. « Au départ, la mondialisation n'était qu'une utopie, mais en cette fin de décennie elle nous a précipités dans la crise ». M. Tremonti souligne toutefois que le contexte actuel offre une possibilité d'action : « La crise en grec signifie la rupture, et elle peut se révéler positive ou négative selon la réponse qui y sera apportée ». Selon le Ministre, pour nous acheminer vers la reprise il faut faire des efforts à la fois sur le plan technique et sur le plan juridique. S'il est vrai que le progrès économique est toujours lié au progrès technique, « il y a toujours également eu des règles à suivre dans le paysage économique ». M. Tremonti laisse entendre que la crise actuelle est partiellement une conséquence du découplage entre la législation, qui reste locale, et les forces du marché, qui opèrent à l'échelle mondiale. Selon lui, il faut corriger cette asymétrie : « Il faut des normes juridiques d'application mondiale pour faire pendant aux forces du marché [...] et l'OCDE est un lieu de discussion idéal pour établir des normes juridiques mondiales ». M. Tremonti conclut en disant que la société occidentale est passée des principes d'« *égalité, liberté et fraternité* » à ceux de « *globalité, marché et monnaie* » ; elle doit maintenant en adopter de nouveaux : « *propriété, intégrité et transparence* ».

Un certain nombre de participants s'interrogent sur les perspectives plus optimistes qui sont présentées, et doutent que le monde ait repris « son cours normal », avec une réforme très limitée des règles et des institutions. M. Gurría répond que « ces préoccupations ne sont pas confirmées par les faits », soulignant la restructuration du pouvoir de vote à la Banque mondiale et au FMI et l'« engagement renforcé » de l'OCDE vis-à-vis de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie, ainsi que sa politique de participation active en Afrique comme exemples concrets d'évolution positive. M. Tremonti fait valoir que ce que nous observons aujourd'hui est tout à fait exceptionnel et que cela exige une modification des modèles de base et des hypothèses sous-jacentes dans le système. « Le monde est à la croisée des chemins de l'histoire. »

M. Tremonti pense aussi qu'il y un enseignement clair à tirer de la crise : « Le message de cette crise est que la dette est dangereuse, qu'il s'agisse de la dette publique ou de la dette privée. Un pays qui a une énorme dette publique mais aussi une énorme épargne privée se trouve dans une position fort différente de celle d'un pays qui a une énorme dette publique et une énorme dette privée. » ■



Perspectives économiques de l'OCDE

Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE
Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint et Chef économiste, OCDE

Angel Gurría et **Pier Carlo Padoan** présentent la dernière édition des *Perspectives économiques de l'OCDE**, qui prévoit un raffermissement de la reprise, mais à un rythme modeste. Selon le scénario de référence, la croissance atteindra 2.75 % dans la zone OCDE en 2010 et 2011, la reprise étant plus marquée au Japon et aux États-Unis qu'en Europe. Bien que le chômage ait moins augmenté que prévu, il reste élevé et ne devrait décroître que lentement. Pour améliorer la situation économique générale et faire baisser le chômage, l'OCDE appelle de ses vœux une coopération internationale en faveur de réformes structurelles autour de trois axes : réduction des déséquilibres mondiaux, exploitation de nouvelles sources de croissance et résorption de la dette publique.

Au cours du débat général, un journaliste demande si les prévisions tiennent compte de la faiblesse actuelle de l'euro. M. Padoan répond que l'OCDE a bien tenu compte de la baisse récente de l'euro, mais qu'il est difficile de déterminer dans quelle mesure il pourrait continuer à s'affaiblir à l'avenir. Il est possible que sa dépréciation se poursuivre, auquel cas la croissance de la production sera probablement plus forte que prévu.

Un autre journaliste souhaite savoir si l'OCDE entend jouer un rôle important de supervision du processus d'assainissement des finances publiques. M. Gurría souligne que l'OCDE coopère déjà avec ses pays membres sur les questions budgétaires. La situation budgétaire de départ varie d'un pays à l'autre, et le rythme d'assainissement ne sera donc pas le même partout. Toutefois, le processus doit être coordonné, car si tous les pays mènent une politique restrictive au même moment, l'économie risque de retomber en récession. ■

*Ce rapport fait référence à des prévisions publiées en mai 2010.
Pour les dernières prévisions : www.oecd.org/economie

De gauche à droite : **Pier Carlo Padoan et Angel Gurría**



Lecture complémentaire :

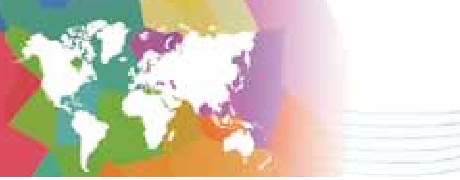


Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2010 Numéro 1

Les Perspectives économiques de l'OCDE analysent la situation économique actuelle et examinent les politiques économiques à mettre en œuvre pour favoriser une reprise soutenue dans les pays membres. Cette édition présente des perspectives jusqu'à fin 2011, pour les pays de l'OCDE et certaines économies non membres. Complétées par un large éventail de statistiques au niveau international, les Perspectives économiques de l'OCDE constituent un instrument sans équivalent pour suivre les évolutions économiques mondiales.
En plus des thèmes traités régulièrement, cette édition des Perspectives présente trois chapitres spéciaux. Le premier porte sur les perspectives de croissance et de déséquilibre au-delà du court terme, le second sur le retour à l'emploi après la crise, et le troisième examine la politique économique contra-cyclique.

ISBN : 9789264085237

Disponible sur : **www.oecd.org/bookshop?9789264085237**



Débat sur les perspectives économiques : comment éviter une reprise sans emploi ?

Modérateur : **Chris Giles,** Rédacteur en chef pour les affaires économiques, *Financial Times*, Royaume-Uni

Intervenants : **Antoine Gosset-Grainville,** Directeur général adjoint, Caisse des Dépôts et Consignations, France
Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint et Chef économiste, OCDE
Richard Trumka, Président, Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles

Discutants : **Agnès Bénassy-Quéré,** Directrice, CEPII, France
Luca Scarpiello, Membre du Conseil, Forum européen de la jeunesse
Robert Skidelsky, Membre de la Chambre des Lords, Royaume-Uni

La croissance économique est de retour, mais peine à s'affirmer et des inquiétudes demeurent. **Chris Giles** demande aux membres du groupe de commenter les *Perspectives économiques de l'OCDE* ainsi que la situation actuelle des finances publiques et du marché du travail dans leurs pays respectifs.

Antoine Gosset-Grainville convient que les *Perspectives économiques de l'OCDE* sont encourageantes, mais constate de nombreuses incertitudes. Les économies émergentes connaissent une forte progression et, dans la zone euro, il existe des motifs d'optimisme, notamment l'efficacité des mesures prises pour lutter contre la crise financière. Toutefois, cet optimisme est quelque peu occulté par la menace d'une rechute des marchés financiers.

De gauche à droite : **Antoine Gosset-Grainville, Chris Giles, Pier Carlo Padoan et Richard Trumka**



Un des enjeux du débat est de faire en sorte que la reprise génère des emplois. **Richard Trumka** souligne la différence entre les statistiques et la vie quotidienne des gens : « Tant qu'un chômeur n'a pas retrouvé un travail, pour lui, la reprise reste une fiction ». Il estime que l'analyse de l'OCDE concernant les États-Unis est trop optimiste, car la reprise y est fragile et plus de la moitié de la croissance américaine est due aux mesures de relance. Sans intervention des pouvoirs publics, de nouvelles suppressions d'emplois sont inévitables, avertit M. Trumka. Il plaide en faveur de réductions d'impôts conjuguées à des investissements dans les infrastructures et les prestations sociales, notamment les allocations de chômage et les prestations de maladie. Il préconise d'utiliser le remboursement des deniers publics prêtés aux banques en difficulté pendant la crise pour relancer le crédit et la création d'emplois.





Antoine Gosset-Grainville

> « Tant qu'un chômeur n'a pas retrouvé un travail, pour lui, la reprise reste une fiction. »
>
> Richard Trumka

Luca Scarpiello explique que la jeunesse d'aujourd'hui est dans une situation paradoxale : malgré un niveau de formation sans précédent, elle est la principale victime de la crise à cause du recours généralisé aux contrats à durée déterminée et d'une transition chaotique de l'école au monde du travail. Faute d'intégration des jeunes dans la population active, il ne sera pas possible de lutter contre le vieillissement démographique, ce qui engendrera des pertes structurelles dans les budgets de la sécurité sociale et des retraites. **Agnès Bénassy-Quéré** déplore l'absence de stratégie commune à l'échelle européenne. Elle compare la situation à une « crise d'adolescence » et espère que nos économies en sortiront renforcées sur le plan de la gouvernance.

Tout en reconnaissant que la reprise est à l'œuvre, les panélistes ne sont pas d'accord sur le rythme de démantèlement des mesures de soutien. **Pier Carlo Padoan** pense que c'est la situation de départ qui doit dicter l'action des différents pays. En réponse à une question du modérateur sur les risques de rechute induits par l'abandon des aides, il estime que laisser filer les dépenses serait pire pour la croissance à long terme.

Robert Skidelsky convient que la crise a mis au jour des faiblesses structurelles antérieures, mais n'est pas convaincu que la réduction des déficits budgétaires puisse stimuler la reprise : « il n'y a guère d'éléments pour montrer que l'assainissement des finances publiques soit un remède contre la récession ». M. Padoan répond qu'il « faut plusieurs années pour qu'une réforme structurelle produise tous ses effets » et qu'à court terme, la réforme structurelle améliore la crédibilité. M. Gosset-Grainville propose de réorienter les dépenses vers les secteurs qui contribuent le plus à la croissance économique, comme l'éducation ou la recherche et le développement.

Au cours d'une séance animée de questions et réponses, un participant s'inquiète du risque que les États recourent uniquement aux suppressions de postes de fonctionnaires pour réduire leur déficit. Mme Bénassy-Quéré répond que les fonctionnaires apportent certes un service économique utile, mais contribuent également à la charge fiscale. Elle estime que des comparaisons internationales permettraient de cerner les pratiques exemplaires, et invite l'Europe à améliorer la coordination en matière budgétaire. « C'est maintenant ou jamais », ajoute-t-elle.

Un autre participant s'interroge sur l'opportunité de réduire progressivement la dette pour éviter que les travailleurs soient les seuls à en supporter le fardeau. M. Trumka est d'accord, et souligne que les responsables politiques devront consacrer autant de moyens à recréer des emplois qu'à sauver les banques, car « les travailleurs refuseront de subir les conséquences d'un problème dont ils ne sont pas responsables. » ■

Lord Skidelsky



Pour en savoir plus :

www.oecd.org/perspectiveseconomiques







Croissance verte et énergie

Modérateur : **Peter Kemp,** Directeur de rédaction, *Energy Intelligence*, Royaume-Uni

Intervenants : **Fatih Birol,** Économiste en chef, Agence internationale de l'énergie
Luiz Carlos Corrêa Carvalho, Consultant - FGV Projetos, Fundação Getulio Vargas, Brésil
José Domínguez Abascal, Directeur technique, Abengoa, Espagne
Nobuaki Koga, Président, Confédération syndicale japonaise (RENGO)
Göran Lundgren, Vice-président, Développement commercial, Vattenfall AB, Suède
Cécile Maisonneuve, Vice-présidente, Agenda international et prospective, AREVA, France
Anatoly Moskalenko, Membre du Comité de Direction, LUKOIL, Fédération de Russie
Jeong Shik Shin, Membre, Comité présidentiel sur la croissance verte, Corée

Discutants : **Cecilia Tortajada,** Vice-présidente, Centre du Tiers-Monde pour la gestion de l'eau
Adam Wolfensohn, Directeur général, Wolfensohn & Company, États-Unis

Les panélistes partagent l'idée de la diversification des sources d'énergie par l'abandon des combustibles fossiles mais craignent que les efforts en cours, bien qu'importants, ne soient « insuffisants et trop tardifs ». **Peter Kemp** demande l'avis des participants sur le panachage adéquat de sources d'énergie, la nécessité de faire payer pour le carbone et les responsabilités des parties prenantes.

Fatih Birol souligne que la part à assigner aux différentes sources d'énergie dépend de la situation des pays et de leur niveau de développement économique.

Luiz Carlos Corrêa Carvalho met l'accent sur la biomasse (déchets biodégradables qui peuvent servir à la production d'énergie). Le Brésil est maintenant un leader mondial dans le domaine de la biomasse et tire autant d'énergie de cette source que du pétrole. Sa capacité de production est suffisante pour satisfaire les besoins en énergie

De gauche à droite : **Peter Kemp, Göran Lundgren, Cécile Maisonneuve, Anatoly Moskalenko et Jeong Shik Shin**







Luiz Carlos Corrêa Carvalho et José Domínguez Abascal



Anatoly Moskalenko

« Il est frappant de constater que la quantité d'électricité consommée par la ville de New York est équivalente à celle que consomme la population entière de l'Afrique subsaharienne, 800 millions d'habitants. »

Fatih Birol

du Royaume-Uni. M. Corrêa Carvalho encourage les responsables gouvernementaux à offrir un cadre de soutien à cette technologie et à en accélérer la mise en œuvre.

José Dominguez Abascal fait observer que, pour la première fois dans l'histoire, le monde reconnaît que le problème environnemental exige une solution mondiale. Faire payer pour le carbone est la garantie d'un avenir sobre en carbone. Le prix de l'énergie photovoltaïque (panneaux solaires) et de l'énergie thermoélectrique solaire baisse notablement, dit-il. Les biocarburants de deuxième génération se développent.

Le problème complexe de l'énergie ne sera pas résolu par un seul décideur. **Nobuaki Koga** rappelle aux participants qu'il faut prendre en compte toutes les parties prenantes. Il indique aussi que les décisions dépendent grandement du cadre temporel. Les décisions stratégiques doivent être prises compte tenu de leur impact sur la main-d'œuvre et sur l'économie, des risques environnementaux et de l'acceptation par la société. Il souligne l'importance du dialogue social.

« Il n'existe pas de solution unique pour tous. Tous les instruments de l'orchestre doivent contribuer au concert », déclare **Göran Lundgren** au sujet du panachage de source d'énergie à adopter. Au cours des 10-15 prochaines années, la question centrale sera celle de l'usage final. Dans 50 ans, les sources d'énergie renouvelables et le nucléaire représenteront une grande part de l'approvisionnement énergétique, qui devra reposer en totalité sur des sources renouvelables et durables d'ici 100 ans. Il évoque l'occasion manquée de remplacer le charbon par la biomasse et souligne la nécessité, à court terme, de résoudre le problème de l'efficience énergétique.

Le pétrole et le gaz traditionnels pourraient représenter moins de 20 % de l'approvisionnement en énergie d'ici à 2030 grâce aux technologies sans carbone, déclare **Cécile Maisonneuve**. Elle souligne le projet d'Areva visant à offrir un portefeuille de technologies sans CO_2 complémentaire, allant du nucléaire au photovoltaïque. Ce portefeuille se composera de technologies compétitives, sûres et entièrement sans carbone.

Au sortir de la crise, la sécurité énergétique est essentielle. **Anatoly Moskalenko** pense que les énergies renouvelables sont prometteuses mais qu'elles ne remplaceront pas intégralement les combustibles fossiles. Il souligne l'importance de continuer de chercher d'autres sources





Jeong Shik Shin



Fatih Birol



Göran Lundgren

d'énergie et évoque l'engagement pris par LUKOIL à explorer ce domaine. Le problème actuel de la fuite de pétrole dans le Golfe du Mexique attire l'attention sur l'importance d'une législation réglementant les opérations offshore et la responsabilité sociale.

Jeong Shik Shin propose un « système bancaire vert » pour soutenir les projets énergétiques très rentables et à haut risque, comme les centrales nucléaires. Autrement, ces projets pourraient rester confinés aux pays où l'État garantit les prêts, comme la Chine, la Corée ou la France. Il explique la stratégie nationale de la Corée pour une croissance verte, qui prévoit d'accorder une aide de 100 milliards EUR de 2009 à 2013 en vue de donner un coup de pouce au nucléaire et aux énergies renouvelables. Il mentionne aussi le lancement par le gouvernement d'un Institut mondial de la croissance verte qui « diffusera le modèle de croissance verte dans le monde entier » et aidera les pays en développement à mettre sur pied leur propre programme de croissance verte.

Cecilia Tortajada demande instamment aux participants de séparer la « croissance verte » du « changement climatique » afin ne pas passer à côté des possibilités qu'offre la croissance verte. Dans certains pays, les décisions relatives à l'investissement dans la croissance verte et les sources d'énergie plus propres ne semblent pas tenir compte directement des impacts du changement climatique, mais seulement des avantages économiques. Compte tenu de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, il est temps de se concentrer sur l'importance de la sécurité énergétique sans la lier directement au changement climatique. La promotion de la croissance verte servirait la double cause de la sécurité énergétique et de la lutte contre le changement climatique dans le moyen terme.

Adam Wolfensohn indique qu'aux États-Unis les subventions pour le charbon sont plus élevées que pour les énergies renouvelables. Si ces dernières étaient autant subventionnées, ce secteur se développerait plus vite. « En 2008, 557 milliards USD de subventions ont été offerts en faveur de la consommation de combustibles fossiles, alors que les subventions mondiales en faveur de l'énergie sans carbone se sont élevées à 43-46 milliards USD en 2009. Même si l'on a l'impression que les énergies renouvelables sont le segment le plus subventionné du secteur de l'énergie, les chiffres démentent manifestement cette supposition. »

Parmi les questions posées par l'assistance, un des participants demande comment alimenter la croissance économique dans l'avenir alors que la production de pétrole a atteint son maximum. M. Birol déclare : « L'ère du pétrole bon marché est révolue et les économies doivent simplement faire avec ». En ce qui concerne le gaz, il indique que le rapide développement de l'exploitation du gaz de schiste (un gaz naturel produit par le schiste, une roche sédimentaire) pourrait révolutionner le paysage énergétique comme il l'a été dans les années 70 par l'énergie nucléaire.

M. Birol donne d'autres arguments en faveur des énergies renouvelables. « Il est frappant de constater que la quantité d'électricité consommée par la ville de New York (qui compte 8 millions d'habitants) est équivalente à celle que consomme la population entière de l'Afrique subsaharienne (800 millions d'habitants) », fait-il observer. Couvrir les besoins du 1.5 milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité est un défi qui pourrait être relevé grâce aux énergies renouvelables, sans lesquelles la pollution locale dépasserait les limites acceptables. De plus, la production de ces énergies est nationale et protège l'économie des variations du prix du pétrole, et elle pourrait même éviter des crises futures dues à l'instabilité politique. ■

Pour en savoir plus :

www.oecd.org/croissanceverte





Croissance verte et innovation

Modérateur : **Pier Carlo Padoan,** Secrétaire général adjoint et Chef économiste, OCDE

Intervenants : **Esko Aho,** Vice-président exécutif, Nokia Corporation, Finlande
Bruno Berthon, Directeur, Accenture Services développement durable, Accenture
Mikael Karlsson, Président, Bureau européen de l'environnement
Leonardo Radicati, Directeur, ICE Paris, Institut italien pour le commerce extérieur
Niklas Zennström, Directeur général et partenaire fondateur, Atomico Ventures, Royaume-Uni

Discutants : **Michèle Pappalardo,** Commissaire générale au Développement durable, Ministère de l'Écologie, France
Andrew Wyckoff, Directeur, Science, technologie et industrie, OCDE

> **« La R&D transforme l'argent en savoir ; l'innovation transforme le savoir en argent. »**
>
> Esko Aho

De gauche à droite : **Mikael Karlsson et Pier Carlo Padoan**



L'innovation consiste à « modifier nos modes de production, la nature de nos produits et notre mode de consommation », et la croissance verte implique une « redéfinition de l'offre et de la demande par le biais de l'action publique », déclare **Pier Carlo Padoan** en guise d'ouverture de la session. Pour être efficace, la stratégie adoptée doit faire intervenir trois principales parties prenantes – les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics – selon un mode interactif. Cela amène M. Padoan à poser au groupe trois questions principales : Quel est le rôle des pouvoirs publics dans le choix de l'ensemble des mesures à appliquer ? Comment l'interaction entre la diffusion des TIC (Technologies de l'information et de la communication) et les processus d'innovation modifie-t-elle de façon radicale le comportement des consommateurs ? Et comment donner à la croissance verte l'importance qu'elle mérite dans l'avenir ?

Esko Aho souligne qu'il est essentiel de distinguer l'innovation des activités de recherche et développement (R&D) : « La R&D transforme l'argent en savoir ; l'innovation transforme le savoir en argent ». Ce qui importe réellement, fait valoir M. Aho, c'est de responsabiliser les utilisateurs des nouvelles technologies.



De gauche à droite : **Esko Aho et Bruno Berthon**

Rappelant l'ouvrage de Malcolm Gladwell, *Outliers*, il cite les cinq facteurs clés des « réussites exceptionnelles » : des technologies révolutionnaires, le bon moment, un talent spécial, la capacité de prise de risques et le bon « écosystème ». Selon lui, le système éducatif actuel produit trop de spécialistes et pas assez de talents pluridisciplinaires. Les pouvoirs publics doivent reconnaître que l'innovation sans risque est impossible et qu'une politique organisée de haut en bas doit être associée à une croissance qui s'opère de bas en haut. M. Aho défend aussi la nécessité d'avoir « une réglementation avisée et une fiscalité intelligente », qui récompensent ceux qui se conduisent bien et punissent ceux qui se conduisent mal. Il a la conviction que l'OCDE peut jouer un rôle de premier plan dans la diffusion des types appropriés de réglementation et d'impôts, sachant que les consommateurs sont ouverts au changement mais que l'absence de politiques publiques éclairées et de réglementation freine souvent l'innovation.

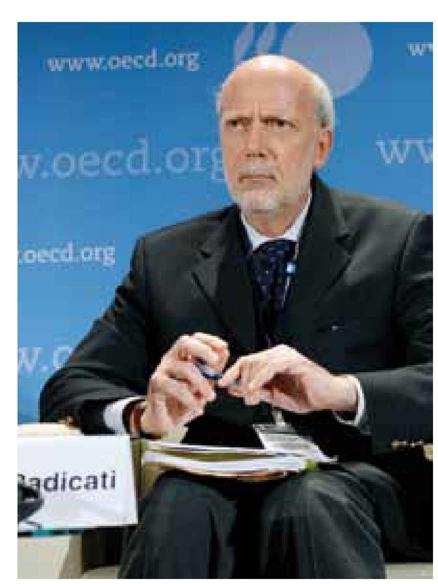
Bruno Berthon rappelle ce que la France avait déclaré face à la crise du pétrole de 1973 « On n'a pas de pétrole, mais on a des idées », pour montrer que des contraintes peuvent stimuler l'innovation. Et c'est précisément ce qu'il se produit dans le domaine des énergies renouvelables, où la Chine est devenue un leader de l'innovation grâce aux efforts déployés pour assurer son indépendance énergétique, déclare-t-il. « La productivité à long terme croît sous la pression de la rareté des ressources. » M. Berthon se dit généralement confiant dans la capacité des entreprises et des consommateurs de se lancer dans le changement. L'attitude des nouvelles générations de consommateurs est fondamentalement différente de celle de leurs prédécesseurs, et cela oblige les grandes marques à être à l'écoute de leurs préoccupations. De fait, selon M. Berthon, des changements importants et des retournements radicaux du marché peuvent se produire beaucoup plus vite qu'on ne le croit souvent, comme dans le cas du tabac : il y a trente ans, personne n'aurait pu imaginer une salle de conférence interdite aux fumeurs.

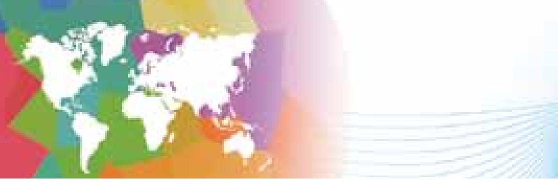
Mikael Karlsson souligne qu'« il nous faut aujourd'hui considérer que l'environnement a un prix ». Une stratégie viable pour obtenir un développement durable consisterait à mettre fin aux subventions dommageables comme celles offertes dans le cadre de la politique agricole commune de l'UE, à « écologiser » les politiques en matière de marchés publics et à alourdir la charge fiscale sanctionnant les comportements qui nuisent à l'environnement, tout en allégeant celle qui pèse sur certains facteurs comme le travail. M. Karlsson insiste sur le fait que les industries exagèrent généralement le coût des politiques plus écologiques, par peur du

Niklas Zennström



Leonardo Radicati





changement. Pourvu que les pouvoirs publics planifient soigneusement leurs réformes, il n'y a pas forcément d'antinomie entre la compétitivité et la croissance verte. M. Karlsson est convaincu qu'il est relativement aisé d'adopter des politiques vertes et que, dans des domaines comme l'efficience énergétique, « nous ne cueillons même pas les fruits qui sont à notre portée ».

Leonardo Radicati évoque la difficulté de trouver un équilibre entre la volonté d'aider les entreprises italiennes à améliorer leur compétitivité internationale et les coûts des mesures à prendre pour les encourager à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. « Toutes les entreprises sont prêtes au changement, mais elles ont besoin d'incitations et d'un cadre réglementaire positif. » Les pouvoirs publics doivent établir une feuille de route et « détaxer » les entreprises qui adoptent un comportement écologique, déclare M. Radicati, mais pas trop vite. « Le changement demande du temps » et « il faut préserver l'emploi ».

Niklas Zennström se fait l'écho du point de vue selon lequel faire passer la productivité avant les préoccupations environnementales reviendrait à suivre le même modèle que celui qui est existe depuis la révolution industrielle : « Nous devons changer de modèle [...] et les grands changements créent des possibilités d'innovation ». Il reprend aussi à son compte la nécessité de supprimer les subventions dommageables et de « faire payer ceux qui détruisent la planète », affirmant que cela incitera les entreprises à innover. M. Zennström souligne l'importance d'une bonne information et le rôle crucial des TIC à cet égard. « Grâce en grande partie à l'Internet et à la rapidité des communications, les consommateurs des pays développés sont mieux informés sur les produits et sur leurs effets potentiellement nuisibles, tant pour la santé que pour l'environnement ». Les entreprises qui s'adaptent à ces changements gagneront en compétitivité dans le moyen terme, améliorant ainsi leurs bénéfices et créant davantage d'emplois. Selon M. Zennström, nous sommes tout proches d'un point d'inflexion où les consommateurs du monde développé commencent à considérer le contact avec la nature et la consommation d'aliments d'origine locale comme le luxe suprême.

> « C'est en faisant payer ceux qui détruisent la planète qu'on changera le status quo. »
>
> Niklas Zennström

Michèle Pappalardo cherche à mieux comprendre la position des autorités publiques et les difficultés qu'elles éprouvent à expliquer et à appliquer les écotaxes, comme par exemple, aux entreprises et aux consommateurs dans le climat économique actuel. **Andrew Wyckoff** s'interroge aussi sur l'optimisme de nombreux participants qui pensent que le comportement des consommateurs peut changer de façon radicale facilement. Selon lui, des changements de cette ampleur ne se produisent réellement qu'en périodes de guerre ou d'autres crises immédiates. Il estime important de stimuler la concurrence, ce qui signifie permettre à de nouveaux entrants de pénétrer sur les marchés afin de faire naître l'innovation. ■

Lecture complémentaire :



Le Rapport intérimaire de la Stratégie pour une croissance verte a été discuté à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, les 27 et 28 mai 2010. Il énonce des constatations préliminaires concernant un certain nombre de problèmes importants auxquels sont confrontés les décideurs désireux de promouvoir une croissance verte.

Télécharger sur : **www.oecd.org/croissanceverte**

Pour en savoir plus :

www.oecd.org/innovation-fr





Financer la croissance future

Modérateur : **Larry Elliott,** Rédacteur en chef pour les affaires économiques, *The Guardian*, Royaume-Uni

Intervenants : **Franco Bassanini,** Président, Cassa Depositi e Prestiti, Italie
Carolyn Ervin, Directrice, Affaires financières et entreprises, OCDE
Gao Xiqing, Président et Directeur de l'investissement, China Investment Corporation, République populaire de Chine
John Monks, Secrétaire général, Confédération européenne des syndicats (CES)
Alessandro Profumo, Directeur général, Unicredit Group, Italie

Discutants : **Imoni Akpofure,** Représentante spéciale pour l'Europe, Société financière internationale (SFI)
Martin Tlapa, Vice-ministre, Ministère du Commerce et de l'Industrie, République tchèque
Peter Waldorff, Secrétaire général, Internationale des services publiques

En guise d'introduction, **Larry Elliot** souligne les nouveaux défis que doivent relever les pouvoirs publics à l'heure où l'économie mondiale sort de la crise financière. La question de la dette publique a pris le pas sur celle de la dette privée. Alors que les États engagent des programmes de restrictions budgétaires, il est nécessaire de rétablir la confiance dans le système financier afin d'encourager l'investissement privé.

John Monks résume les politiques économiques qui ont soutenu le développement au cours des vingt dernières années, y compris la transition vers un système plus libéral. Bien que ce système ait permis des phases de croissance économique rapide, il a également été marqué par plusieurs périodes de récession, comme celle qui a suivi l'éclatement des « bulles Internet et de l'immobilier ». Un système qui fonctionne en coups d'accordéon n'est pas viable. Après la dernière récession, il n'était plus possible de faire comme si de rien n'était ; le changement s'imposait. Pour bâtir une économie plus durable, il faut consacrer des moyens financiers à des activités essentielles, comme la médecine et les énergies nouvelles, au lieu d'alimenter la spéculation sur les marchés de valeurs mobilières.

De gauche à droite : **John Monks et Alessandro Profumo**



Examinant la question sous l'angle des pays en développement, **Carolyn Ervin** souligne leurs besoins considérables en investissements dans les infrastructures. La participation d'acteurs privés doit être envisagée compte tenu de l'échelle des investissements requis et du manque de ressources dont souffrent ces gouvernements. Néanmoins, les investisseurs restent méfiants, surtout pour les projets d'infrastructures avec un long délai de retour sur investissement, les biens immeubles et les environnements politiques à hauts risques. Surmonter ces obstacles présente des difficultés de taille, mais des exemples de

réussite montrent qu'un cadre réglementaire favorable, une bonne réputation en matière de lutte contre la corruption et la participation des entreprises et institutions locales sont des conditions essentielles.

Peter Waldorff s'interroge sur le rôle futur des banques et sur ce qui pourrait changer lors de la prochaine crise. Il souhaite que les banques spéculent moins et s'efforcent de combler les disparités de revenu au lieu de les aggraver. En réponse, **Alessandro Profumo** souligne que les banques ne poursuivent pas toutes la même logique et ne se livrent pas toutes à la spéculation. Il ajoute que même si le secteur privé et les institutions financières peuvent être à l'origine d'une création durable de valeur pour l'ensemble des intéressés, il incombe aux responsables élus et aux agents de l'État de s'attaquer aux questions plus générales d'égalité et de disparités de revenu.

Imoni Akpofure fait observer que la croissance stable en Europe et dans le monde développé est une condition préalable importante à une croissance durable sur les marchés émergents. Ainsi, l'Europe absorbe 60 % des exportations des pays en développement. En outre, les budgets alloués à l'aide extérieure dépendent de la croissance dans les pays développés.

Selon **Gao Xiqing**, la croissance future n'est pas une simple question de financement : elle fait également intervenir l'innovation. L'innovation s'applique aussi au secteur financier, qui doit pouvoir élaborer de nouveaux instruments répondant aux besoins de financement des entrepreneurs. M. Gao s'inquiète du risque que les pressions actuelles en faveur de la mise sous tutelle publique de toutes les institutions financières servent de prétexte à l'avenir pour bloquer les investissements du fonds souverain qu'il dirige et d'autres importants fonds souverains.

Franco Bassanini explique qu'il ne peut pas y avoir de croissance durable sans investissement à long terme. En raison des programmes d'assainissement des finances publiques inévitables au cours des prochaines années, le secteur privé devra impérativement participer au financement de cette croissance. Néanmoins, les pouvoirs publics ont un rôle à jouer en encourageant l'investissement privé, surtout dans les secteurs qui génèrent des externalités positives, comme ceux des infrastructures et des énergies renouvelables, en recourant à des aides fiscales, en modifiant les règles comptables et en autorisant de nouveaux instruments financiers pour les investisseurs stables.

En réponse à une question sur la volonté des banques privées de financer des projets à faible rentabilité, M. Profumo rappelle la règle financière fondamentale selon laquelle les banques financent les investissements dont le rendement est suffisant pour couvrir leur coût du capital. Il ajoute que l'absence de marché financier unique européen freine les possibilités de diversification des banques et, par conséquent, leur aptitude à réduire leur coût du capital. Un marché financier unique européen, avec des autorités de tutelle et des institutions exerçant leur autorité sur l'ensemble du territoire européen, n'est pas encore devenu réalité.

Martin Tlapa se demande si l'examen des perspectives de croissance future n'est pas excessivement focalisé sur la question du financement. Selon lui, la compétitivité est le principal problème de l'Europe. Il appelle donc de ses vœux un renforcement de l'intégration européenne en un marché unique tous secteurs confondus, avec davantage de concurrence au-delà des frontières.

Un autre participant soulève la question de l'impact des activités commerciales illégales et de la fraude fiscale, et fait observer qu'elles peuvent être très préjudiciables aux bases d'imposition des différents pays. Mme Akpofure convient que ces activités représentent un grave problème pour les économies en développement, en les privant de recettes fiscales qui leur sont indispensables. Des solutions existent, notamment la simplification des systèmes administratifs et la réduction des coûts de discipline, qui rendraient les activités illégales moins attractives.

Citant l'exemple du Plan Marshall en Europe après la guerre, un participant se demande si les pouvoirs publics ne pourraient pas intervenir plus directement pour canaliser l'investissement vers les secteurs de l'économie les plus productifs. Mme Ervin fait observer que le Plan Marshall reposait autant sur la coopération que sur l'apport de fonds, et qu'il est nécessaire de bâtir un cadre d'action plus efficace et susceptible d'attirer l'investissement là où il est le plus rentable. ■

Franco Bassanini

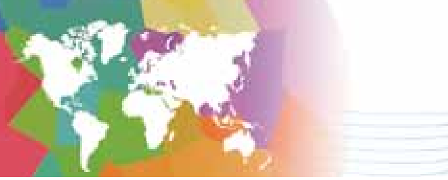


De gauche à droite : **Gao Xiqing et Peter Waldorff**



Imoni Akpofure





Emploi vert : mythe ou réalité ?

Modérateur : **Jean-Marc Vittori,** Éditorialiste, *Les Echos*, France

Intervenants : **Patrick Boulte,** Vice-président, Association solidarités nouvelles face au chômage, France
Miroslav Hájek, Vice-ministre, Directeur général, Ministère de l’Environnement, République tchèque
Marie-Louise Knuppert, Secrétaire confédérale, Confédération syndicale danoise
John P. Martin, Directeur, Emploi, travail et affaires sociales, OCDE
Avivah Wittenberg-Cox, Directrice générale, 20-first, France

Le débat fait ressortir le fossé qui sépare la conception visionnaire de l’emploi vert et la réalité du chômage, des délocalisations et des valeurs apparemment contradictoires de ce type d’emploi. Le modérateur, **Jean-Marc Vittori**, ouvre la session en demandant aux participants de définir « ce qu’est l’emploi vert ».

John P. Martin compare les 2 % d’emplois « verts » qui existent en Europe selon Eurostat, le bureau statistique officiel de l’Union européenne, aux 20 % donné par l’Organisation mondiale du commerce, qui utilise une définition plus large. Il propose comme définition : « Un emploi qui modifie la nature de la production et de la consommation afin d’acheminer l’économie vers la neutralité carbone ».

Aux yeux de **Marie-Louise Knuppert,** la définition est moins importante que le contenu de l’emploi, auquel cas une définition plus large est préférable.

Avivah Wittenberg-Cox demande si le concept d’« emploi vert » a une utilité et propose d’aborder la question sous l’angle de trois problèmes clés du XXIe siècle : « le web, les femmes et le climat ». La révolution technologique de la fin du XXe siècle a fait naître le concept d’« emplois.com » mais aujourd’hui l’Internet et le web font partie intégrante de tous les emplois ; la révolution féminine qui s’est opérée ces 50 dernières années a fait des femmes la majorité des diplômés de l’université

De gauche à droite : **Patrick Boulte, Miroslav Hájek, Marie-Louise Knuppert, Jean-Marc Vittori, John P. Martin et Avivah Wittenberg-Cox**



mais ce changement ne trouve pas son reflet dans le monde du travail ; et nous devons tous nous préoccuper du « climat » - les changements environnementaux et les conséquences climatiques qui ont déclenché le débat « vert ».

Pour **Patrick Boulte**, un emploi vert est avant tout un emploi et, qu'il soit vert ou non, il doit aussi être stable.

M. Vittori conclut que, en vérité, l'« emploi vert » semble être un mythe. « Quelle est alors la réalité ? », demande-t-il.

Mme Knuppert indique que le Danemark, qui a déjà entrepris des réformes, voit déjà apparaître les résultats. Le développement de l'énergie éolienne en est un excellent exemple. Ces quelques dernières années, l'emploi vert a progressé de 19 % tandis que l'emploi dans l'industrie traditionnelle a diminué. Elle précise toutefois que certains emplois n'étaient pas durables, citant l'exemple des mineurs polonais qui voulaient conserver leurs emplois et qui se sont entendu répondre « ce n'est pas possible car l'exploitation du charbon cessera progressivement dans quelques années ».

Les changements porteurs d'emplois verts, sous quelque forme que ce soit, seront gigantesques, et il y en a déjà, déclare M. Martin. Dans un environnement sobre en carbone, les modes de consommation et de production doivent changer : c'est une révolution mondiale. Mme Wittenberg-Cox demande quelles doivent être les priorités : la création d'emplois doit-elle l'emporter sur la préservation de la planète ? Et la « croissance verte » est-elle une campagne commerciale à la mode ? En ce qui concerne l'innovation, elle déclare : « je suis méfiante face à l'innovation » car « elle n'apporte pas toujours les résultats escomptés ». Elle cite le secteur financier comme exemple récent d'une innovation ayant mal tourné.

M. Vittori demande ensuite aux participants de préciser le type de changements à attendre de cette économie plus verte.

Mme Knuppert souligne que le problème est celui de l'« employabilité ». De nouveaux emplois seront créés, des emplois anciens seront « écologisés » et, dans les deux cas, il faudra une main-d'œuvre flexible et adaptable. De lourds investissements seront nécessaires, déclare M. Martin, surtout dans le secteur de la technologie. M. Boulte ajoute que l'État doit fournir les outils nécessaires pour garantir une redéfinition des qualifications et une adaptation des compétences aux emplois. Lorsque M. Vittori demande comment les pouvoirs publics peuvent préparer les populations à cette révolution, Mme Knuppert souligne l'importance du dialogue social.

Miroslav Hájek estime que le financement public ne doit pas être le seul moyen de soutenir l'emploi vert, citant l'exemple de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), qui aide les entreprises à réduire les déchets dans l'utilisation de combustibles fossiles comme source d'énergie.

À la question de savoir comment les pouvoirs publics pourraient élaborer des politiques et des réglementations de nature à faciliter le changement, M. Martin répond que la première mesure à prendre est de faire payer le carbone, ce qui peut se faire de diverses manières. La seconde mesure serait de se tourner vers ceux qui « récoltent un double dividende », en utilisant les recettes obtenues pour encourager de nouvelles entreprises à créer des emplois et à se développer. Selon lui, pour adapter les compétences aux nouvelles qualifications, les pouvoirs publics doivent non seulement s'intéresser à leurs systèmes d'éducation et de formations mais aussi veiller à l'existence de « filets de sécurité » sociaux suffisants pour que les chômeurs recherchent de nouveaux emplois dans un climat de confiance. Mme Knuppert estime que les pouvoirs publics doivent investir dans la technologie, l'éducation et la formation afin de développer de nouvelles gammes de compétences et de nouvelles façons de penser. ■

Avivah Wittenberg-Cox



Miroslav Hájek













Des perspectives qui comptent

Souscrivez dès maintenant

Créé en 1962, un magazine primé* et son site Internet pour vous tenir informé des enjeux économiques, politiques et sociaux. L'Observateur de l'OCDE fournit des analyses concises, à jour et qui font autorité sur les grandes questions économiques et sociales à travers le monde. C'est un outil précieux qui permet aux hommes d'affaires, aux ONG, aux universitaires et aux journalistes de rester à la pointe de l'information en matière politique.

- **Analyse d'experts sur des questions internationales**
- **Dossiers spéciaux**
- **Données économiques, sociales, environnementales et scientifiques clefs**
- **Liens, références et bibliographies**
- **Listes et résumés des nouvelles publications, des travaux préparatoires, des discours, des conférences, etc.**

Recevez en supplément L'OCDE en chiffres, un recueil de données publié tous les ans par l'OCDE, d'une valeur de 20€, gratuit pour tout nouvel abonné.

Souscrivez dès maintenant sur www.ocde.org/librairie ou sur www.observateurocde.org/abonnement.html où vous pourrez bénéficier de notre **remise spéciale pour tout abonnement d'une durée de 2 ans**.

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de "the Association of Learned and Professional Society Publishers", Royaume-Uni



Réunion du Conseil au niveau des ministres, 27-28 mai 2010

CONCLUSIONS MINISTÉRIELLES



De gauche à droite : **Andrus Ansip, Premier Ministre, Estonie ; Felipe Larrain, Ministre des Finances, Chili ; Benjamin Netanyahu, Premier Ministre, Israël ; Silvio Berlusconi, Premier Ministre, Italie ; Borut Pahor, Premier Ministre, Slovénie et Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE au siège de l'OCDE**

Veuillez trouver ci-dessous le texte complet des conclusions de la Réunion du Conseil au niveau des ministres (RCM) 2010 :

« À l'occasion de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de 2010 (RCM), nous, les Ministres[1], nous sommes réunis sous la présidence du Président du Conseil italien, M. Silvio Berlusconi, et la vice-présidence de l'Australie et de la Norvège. Nous nous félicitons de l'adhésion du Chili et de l'invitation faite à l'Estonie, à Israël et à la Slovénie, ce qui contribue à faire de l'OCDE une organisation plus globale et plus diversifiée.

Les délibérations de la RCM ont considérablement bénéficié de la participation de la Fédération de Russie qui poursuit son processus d'adhésion à l'Organisation ainsi que des cinq pays relevant du processus d'Engagement renforcé (Afrique du Sud, Brésil, Inde, Indonésie et République populaire de Chine).

Nous nous réjouissons de voir nos économies se redresser sous l'effet des réactions énergiques des pouvoirs publics dans le cadre d'une coordination internationale sans précédent. Toutefois, la reprise demeure fragile, avec un taux de chômage élevé et un ajustement en cours des bilans du secteur financier et des ménages dans de nombreux pays. Nous sommes conscients que des risques continuent de peser sur la stabilité économique, comme en témoignent les événements récents. En particulier, les tensions actuelles sur les marchés de la dette souveraine illustrent bien la grande incertitude qui continue d'entourer les perspectives économiques dans certains pays. Nous convenons que davantage de progrès reste à accomplir en matière de réglementation et de surveillance des marchés de capitaux. Nous nous félicitons des mesures énergiques qui ont été prises pour préserver la stabilité financière en Europe, ainsi que de la décision de renforcer la gouvernance économique.

Nous poursuivrons nos efforts pour faciliter la reprise par des mesures appropriées jusqu'à ce qu'une croissance durable de la demande privée se soit installée. Parallèlement, il convient de minimiser les risques et les problèmes inhérents à un maintien des mesures de soutien au-delà de ce qui est nécessaire. Nous allons élaborer et faire connaître des stratégies de sortie tenant compte de la situation des différents pays et, une fois que la reprise sera assurée, nous les mettrons en œuvre en étant attentifs à leurs retombées internationales. Les pays qui en ont la capacité devraient développer leurs sources internes de croissance.

Cela contribuerait à amortir un recul de la demande de la part de pays qui doivent stimuler leur épargne et réduire leurs déficits budgétaires. En outre, pour assurer l'ancrage de la reprise et réussir la transition vers une croissance durable

1. Ministres et Représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie, et de l'Union européenne.



et équilibrée, il faudra recourir à de nouvelles politiques et stratégies, en particulier pour mettre en œuvre des réformes structurelles permettant de renforcer la compétitivité et exploiter de nouvelles sources de croissance. Nous saluons le travail accompli par l'OCDE pour nous aider dans ces démarches et nous l'encourageons à continuer de formuler des analyses et recommandations stratégiques pertinentes, notamment au moyen de ses examens par les pairs sur les questions macroéconomiques et structurelles et leurs interactions.

À cet égard, nous nous félicitons du document sur les Orientations stratégiques du Secrétaire général, dans lequel il rappelle les défis et les réalisations de l'an dernier et qui énonce sa stratégie de renforcement de l'impact de l'OCDE.

Assainissement budgétaire

Les positions budgétaires de la plupart des pays de l'OCDE se sont sensiblement détériorées sous l'effet de la crise, elles sont en proie à des tensions croissantes liées au vieillissement démographique et il convient de les ramener sur une trajectoire plus viable. L'assainissement budgétaire est une tâche essentielle à cet égard.

Il convient d'élaborer des plans crédibles et transparents d'assainissement budgétaire à moyen terme en recourant à des mécanismes institutionnels appropriés comme des règles budgétaires tenant compte des situations spécifiques des pays, notamment le rythme et la viabilité de leur reprise et l'état de leurs finances publiques. Nous appliquerons ces plans de façon à ne pas mettre en péril la croissance.

À la faveur de ces efforts d'assainissement budgétaire, nous améliorerons les soldes budgétaires structurels et nous stabiliserons et réduirons le poids de la dette publique à moyen et long termes. Nous sommes conscients qu'il importe de préserver le potentiel de croissance en hiérarchisant les dépenses publiques et en appliquant une réforme fiscale propice à la croissance.

Nous attendons les résultats des travaux de l'OCDE sur la contribution de l'assainissement budgétaire et de l'ajustement structurel à l'instauration d'une croissance soutenue.



Bas (de gauche à droite): **Sigbjørn Johnsen, Ministre des Finances, Norvège ; Giulio Tremonti, Ministre de l'Economie et des Finances, Italie et Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE**
Haut (de gauche à droite): **Mario Amano, Secrétaire général adjoint, OCDE ; Ali Babacan, Vice-Premier Ministre, Turquie ; Simon Crean, Ministre du Commerce, Australie**

Emploi

Nous nous efforçons d'éviter une « reprise sans emploi » et une « croissance sans emploi ». Nos mesures ont contribué à atténuer les pires effets de la crise, mais les taux de chômage demeurent élevés dans la plupart des pays de l'OCDE. Nous allons élaborer des politiques sociales et de l'emploi globales, innovantes et fédératrices afin de traiter cette crise de l'emploi et de promouvoir une reprise et une croissance pour tous.

En ce qui concerne les priorités de l'heure, nous allons mettre en œuvre des politiques actives du marché du travail, en soutenant les programmes de recherche d'emplois, renforçant l'éducation et la formation et mettant en place des systèmes de protection sociale et des filets de sécurité convenables, conjugués à des incitations au travail, et en nous attachant tout particulièrement aux groupes et régions les plus vulnérables.

À moyen et long termes, nous allons soutenir et encourager une croissance qui crée davantage d'emplois et de meilleure qualité et augmenter les taux d'activité afin de relever les défis démographiques et de réduire les inégalités. À cet effet, nous allons œuvrer à améliorer le fonctionnement du marché du travail du côté tant de l'offre que de la demande.

Nous réaffirmons l'engagement pris en septembre 2009 lors de la réunion des ministres de l'Emploi et du Travail des pays de l'OCDE de mettre en place des mesures favorisant le développement des savoir-faire et des compétences et la formation. Cela permettra aux travailleurs d'être bien armés pour leurs futurs emplois, notamment ceux qui résultent du passage à une économie du savoir et à faibles émissions de carbone ainsi que de l'expansion des secteurs de la santé et de la protection sociale. Nous nous félicitons de l'accent mis par la *Stratégie pour l'innovation* et par la *Stratégie pour une croissance verte* sur les dimensions touchant au capital humain et à ses compétences, et nous pensons, à la lumière de l'expertise pluridisciplinaire de l'OCDE, que cela constituera une bonne base pour de nouveaux travaux de l'Organisation.



Nous saluons le travail précieux de l'OCDE sur l'emploi et sa contribution permanente et sans équivalent à la coopération avec des organisations concernées comme l'OIT. Nous attendons les nouveaux travaux de l'OCDE sur la question pressante de l'emploi des jeunes, car il faut adopter des mesures pour aider les jeunes à prendre solidement pied sur le marché du travail, notamment en améliorant leurs compétences et, partant, leurs perspectives de carrière. Nous attendons également d'autres travaux de l'Organisation, notamment des propositions de solutions pour accroître les opportunités économiques offertes aux femmes et améliorer l'équité entre les sexes.

Réformes structurelles

Nous réaffirmons notre volonté de mettre en œuvre des réformes structurelles pour élargir notre potentiel de croissance, régler des problèmes comme l'assainissement budgétaire, le chômage, le vieillissement démographique et les inégalités ainsi que pour renforcer notre capacité de résistance face à des chocs futurs. À cet égard, nous reconnaissons l'avantage comparatif des travaux de l'OCDE consacrés aux politiques structurelles.

De plus, alors que la reprise de l'économie mondiale se poursuit, les déséquilibres internationaux risquent de se creuser. Nous sommes convaincus que la promotion de réformes des marchés des produits, du travail et des capitaux dans les économies Membres et non Membres de l'OCDE ainsi que l'adoption de mesures macroéconomiques judicieuses contribueront en fin de compte à l'instauration d'une croissance mondiale plus équilibrée.

Sources de croissance

Croissance verte

La croissance verte suscite une adhésion dans les différents pays en tant que paradigme apportant la croissance économique et le développement tout en relevant des défis environnementaux, comme le changement climatique, la perte de biodiversité et le gaspillage des ressources naturelles. Nous soulignons l'importance d'une accélération de notre passage à une croissance verte par des mesures économiquement efficientes, en tenant dûment compte des changements structurels tout au long de la transition et en veillant à la nécessaire cohérence des politiques. Nous sommes résolus à faire en sorte que les mesures prises en vue d'instaurer une croissance verte soient compatibles avec nos obligations en matière de commerce international. Il est vital d'encourager l'innovation verte et la diffusion à l'échelle mondiale des biens et services environnementaux ainsi que des technologies environnementales, y compris des technologies efficientes en matière d'utilisation de ressources et d'énergie dans les pays développés et en développement.

Nous nous félicitons du Rapport intérimaire sur la *Stratégie pour une croissance verte* et attendons la remise lors de la RCM de 2011 d'un Rapport de synthèse s'appuyant également sur les conclusions de la *Stratégie pour l'innovation* et délivrant des messages concrets et des instruments. Nous encourageons l'OCDE à continuer de jouer un rôle essentiel dans les efforts mondiaux pour promouvoir une croissance verte.

Nous reconnaissons qu'il faut éviter, éliminer ou réformer les dispositifs susceptibles de porter préjudice à la transition vers la croissance verte, comme les subventions dommageables pour l'environnement. Nous soutenons l'initiative prise par le G-20 pour rationaliser et éliminer à moyen terme les subventions inefficientes aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation, et nous attendons la suite des travaux de l'OCDE et de l'AIE demandés par le G-20.

Nous réaffirmons notre volonté de parvenir à un résultat positif lors de la CdP16 à Cancun en nous appuyant sur les efforts précédents, y compris la CdP15 à Copenhague.

Innovation

L'innovation est une source essentielle de croissance à long terme, aussi bien dans les secteurs traditionnels que dans les secteurs de croissance à forte valeur ajoutée. Elle peut contribuer pour une part déterminante à l'augmentation de la productivité et au traitement des problèmes globaux et sociaux. C'est pourquoi nous nous félicitons du rapport final sur la *Stratégie pour l'innovation*.

Conscients que l'innovation est un phénomène de grande envergure concernant un large éventail d'activités nous entendons, tout en tenant compte des situations spécifiques des pays, a) donner aux gens les moyens d'innover grâce à l'enseignement et la formation ; b) adopter des conditions cadres, telles que des mesures réglementaires et fiscales, qui incitent à l'innovation ; c) stimuler l'entrepreneuriat et aider les nouvelles entreprises et les petites

Session publique pour inviter les pays candidats à l'adhésion à rejoindre l'OCDE





et moyennes entreprises et d) renforcer les dispositifs publics de recherche et développer des réseaux et marchés de connaissances en assurant une protection efficace des droits de propriété intellectuelle.

À l'occasion de la mise en œuvre de la *Stratégie pour l'innovation*, nous améliorerons la gouvernance afin d'assurer la cohérence des politiques et favoriser davantage la coopération internationale.

La *Stratégie pour l'innovation* n'est certes pas une fin en soi, mais elle trace des orientations pour de futurs travaux. Nous demandons à l'OCDE de poursuivre ses efforts à l'appui de l'élaboration et de l'amélioration de nos politiques de l'innovation, notamment en affinant les instruments de mesure et les statistiques correspondantes et en mettant au point un mécanisme d'évaluation des politiques de l'innovation tout en maintenant un lien solide avec la *Stratégie pour une croissance verte*.



Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2010

Échanges et investissement[2]

Malgré la crise, le protectionnisme ne s'est pas répandu aussi largement que nombre d'observateurs l'avaient craint, notamment grâce à nos efforts de coordination internationale. Nous réaffirmons notre volonté de rester vigilants et de résister à toutes les formes de protectionnisme. À cet égard, nous nous félicitons des recommandations de l'OCDE sur les réponses stratégiques à la crise qui touchent au commerce. Nous soutenons la poursuite des travaux sur le commerce et l'investissement menés en collaboration par l'OCDE, l'OMC et la CNUCED.

Nous restons attachés à une conclusion rapide, ambitieuse, équilibrée et complète du Cycle de négociations de Doha, qui ouvre les marchés, génère de la croissance économique et s'appuie sur les progrès déjà accomplis. Nous soutenons les efforts multilatéraux, plurilatéraux et bilatéraux pour parvenir à une conclusion heureuse de ces négociations.

À la lumière de notre intérêt commun de favoriser une croissance viable au profit de tous, nous poursuivrons nos efforts pour faciliter les échanges et l'investissement dans les biens et services environnementaux et pour promouvoir une aide efficace en faveur des échanges. En outre, nous continuerons d'encourager tous les grands pays exportateurs à appliquer le dispositif et les approches convenus à l'échelle internationale dans le domaine des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Nous redoublerons d'efforts pour développer plus avant un dispositif concernant les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public relatif aux technologies conjuguant faibles émissions de carbone et efficience énergétique. Nous insistons sur le rôle crucial de l'ouverture des marchés pour accélérer le rythme de la croissance économique et, en dernière analyse, la création d'emplois de plus grande qualité et mieux rémunérés. Nous saluons les travaux de l'OCDE sur les avantages des échanges, notamment sur la relation entre échanges, croissance et emploi et nous attendons les résultats de ces efforts dans l'année qui vient.

L'investissement international va être déterminant pour la reprise au sortir de la crise et pour le développement économique en général. Nous relevons en outre l'importance de l'investissement en tant que puissant moteur des flux d'échange et des créations d'emploi, et nous appelons à porter plus d'attention à sa contribution à l'élargissement de la croissance

2. Hong Kong, Chine, a approuvé les conclusions énoncées dans cette section.



économique et du développement. Nous saluons la contribution centrale de l'OCDE à la promotion des pratiques exemplaires en matière d'investissement international et ses travaux analytiques sur les règles en matière d'investissement. Ces travaux doivent se poursuivre et s'intensifier grâce à une plus grande collaboration avec d'autres institutions.

Nous nous félicitons du lancement officiel de la mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et prenons note de leur contribution importante à la conduite responsable des entreprises et ainsi au large soutien apporté par le corps social à l'ouverture des marchés.

Mesurer les progrès de la société

Étant donné la nécessité de promouvoir une croissance durable et équilibrée, nous entendons bénéficier de méthodes de mesure qui tiennent compte des dimensions sociales et environnementales du développement économique. Nous invitons l'OCDE à proposer de nouveaux travaux sur cette question importante afin de mieux lier le programme de mesure aux besoins des décideurs.

Probité, intégrité et transparence

La profondeur et l'ampleur de la crise ont démontré la nécessité de renforcer notre attachement aux principes fondamentaux de probité, d'intégrité et de transparence. Notre croissance et notre stabilité futures doivent reposer sur un ensemble commun de principes sous-tendant les transactions économiques et financières internationales. C'est dans cet esprit que les Membres de l'OCDE, ainsi que le Brésil, l'Estonie, la Fédération de Russie, Israël et la Slovénie, ont adopté la Déclaration sur la probité, l'intégrité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales.

Développement

La coopération économique mondiale contribue pour une part essentielle à soutenir le développement économique et le progrès social dans les pays en développement. Nous réaffirmons notre forte volonté de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2015, qui engage la responsabilité commune de tous les partenaires. À cet égard, l'APD joue un rôle essentiel et l'OCDE continuera de suivre et d'encourager les progrès vers le respect des engagements internationaux en matière d'APD. Cela étant, nous sommes conscients que l'APD ne peut à elle seule assurer la réalisation des OMD et nous nous efforcerons de tirer parti de méthodes de financement innovantes et de promouvoir efficience et efficacité. Nous saluons le travail de l'OCDE en vue d'améliorer l'efficacité de nos engagements en matière d'aide. Nous reconnaissons en outre que les progrès vers la réalisation des OMD appellent aussi des mesures effectives de la part des pays en développement en vue de mobiliser leurs ressources internes et mettre en place les stratégies et institutions nécessaires pour soutenir une croissance largement partagée.

Nous sommes favorables à une approche générale et cohérente du développement qui recouvre l'aide au développement, souligne l'importance d'une bonne gouvernance et dont la viabilité sera assurée, en dernier ressort, par la promotion d'une croissance mieux partagée de l'économie mondiale. Nous nous félicitons également des efforts en vue d'aller au-delà de la mesure des contributions et nous convenons de la nécessité de mettre plus l'accent sur la mesure de l'impact et des résultats de la coopération pour le développement. Nous appelons à un renforcement du dialogue avec les donneurs traditionnels et émergents, y compris à une coopération triangulaire, à un échange d'informations et à une diffusion des pratiques exemplaires et des leçons de l'expérience.

Nous reconnaissons qu'il est urgent de progresser dans les domaines de la fiscalité et du développement. L'existence de systèmes fiscaux efficaces et transparents améliore la responsabilité des pouvoirs publics vis-à-vis des citoyens, contribue à la stabilité et à la prévisibilité des conditions propices à la croissance et facilite la lutte contre la corruption. Nous nous félicitons de la coopération de l'OCDE avec les pays en développement pour soutenir l'instauration de systèmes fiscaux plus efficaces et pour aider ces pays à combattre la fraude fiscale extraterritoriale.

Nous encourageons l'OCDE à œuvrer à l'amélioration des résultats en favorisant une plus grande cohérence des politiques en matière de développement et le dialogue et la coopération entre tous les partenaires du développement. Nous soutenons la poursuite des efforts de l'OCDE en vue d'intégrer les dimensions du développement dans tous les travaux de l'Organisation, y compris au moyen de son exercice en cours sur les objectifs de développement.

Coopération économique mondiale

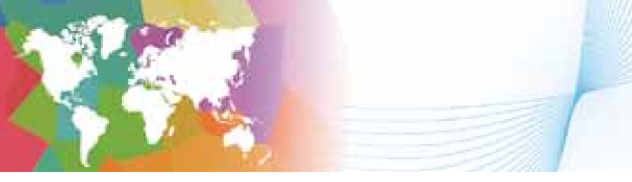
Nous partageons l'idée qu'un approfondissement de la coopération dans les travaux de substance de l'Organisation sera précieux pour les pays Membres, les pays candidats à l'adhésion et les partenaires de l'Engagement renforcé. Nous allons travailler ensemble en collaboration étroite au sein des organes de l'OCDE, lors des futures réunions ministérielles, ainsi que dans le cadre des instances mondiales et des dialogues régionaux, en vue d'instaurer une croissance mieux partagée, plus durable et plus équilibrée. Nous nous efforcerons de développer plus avant des pratiques exemplaires et des normes exigeantes grâce à des discussions ouvertes fondées sur les faits. Nous avons l'intention d'élaborer et d'appliquer des programmes spécifiques d'engagement et de nous rencontrer régulièrement pour examiner les progrès accomplis.

Nous nous félicitons de la contribution de l'OCDE à diverses instances internationales comme le G-20 ou le G-8, y compris le Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée et nous encourageons l'Organisation à poursuivre ses travaux de qualité.

Nous nous réjouissons à la perspective de nous retrouver lors de la prochaine réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres qui coïncidera avec les célébrations du 50e anniversaire de l'Organisation. » ■



Ambiance au Forum 2010 de l'OCDE



L'avenir du capitalisme

Modérateur : **Gideon Rachman,** Éditorialiste en chef des Affaires étrangères, *Financial Times*, Royaume-Uni

Intervenants : **Adrian Blundell-Wignall,** Directeur adjoint, Affaires financières et entreprises, OCDE
Sharan Burrow, Présidente, Confédération syndicale internationale (CSI)
Anatole Kaletsky, Journaliste économique, *The Times*, Royaume-Uni
Robert Skidelsky, Membre de la Chambre des Lords, Royaume-Uni

Discutants : **Renato Flores,** Professeur, Fundação Getulio Vargas / EPGE, Brésil
Simon Tormey, Directeur, École des Sciences sociales et politiques, Université de Sydney, Australie
Avivah Wittenberg-Cox, Directrice générale, 20-first, France

En guise d'introduction à cette session, **Gideon Rachman** évoque la surprenante absence de débats idéologiques observée depuis la crise financière internationale – « il semble que nous ayons été trop occupés à lutter contre l'incendie pour avoir le temps d'en étudier les conséquences [...] personne n'a entrepris d'en tirer les leçons qui s'imposent ».

Adrian Blundell-Wignall rappelle la définition du capitalisme selon laquelle les gouvernements sont adeptes du laissez-faire. Le système financier, qui « présente un gage de rentabilité », a été faussé par l'introduction d'instruments qui ont permis de transférer les crédits contractés vers d'autres pays ou d'autres secteurs comme l'assurance. « Les marchés de capitaux ont fini par fonctionner sans capitaux. » M. Blundell-Wignall reste préoccupé par l'avenir : « Les marchés de capitaux sont des virtuoses de l'innovation [...] si nous ne parvenons pas à supprimer les opérations d'arbitrage et à endiguer ces transferts de promesses de remboursement, nous connaîtrons une autre crise ». Ce qu'il faut, poursuit-il, c'est un « dispositif institutionnel permettant de réglementer et d'imposer ces engagements de la même manière » dans le monde entier et dans tous les secteurs. « Quelle doit être l'ampleur de la crise financière pour que nous réformions la gouvernance ? Manifestement, la crise qui nous a frappés n'a pas été assez profonde. »

Anatole Kaletsky décrit le capitalisme comme un système évolutif qui a connu trois grandes phases qui présentent des « analogies évidentes, mais aussi des différences manifestes ». Au cours de la première phase, l'économie et la politique occupaient des espaces très distincts. Durant la deuxième, à partir des années 30, certains ont acquis la conviction que les marchés se fourvoyaient. La troisième phase, engagée dans les années 70, s'est caractérisée par le dogme selon lequel « les marchés ont toujours raison et les gouvernements toujours tort ». La quatrième phase, qualifiée de « capitalisme 4.0 » par M. Kaletsky, devrait être marquée par l'idée que les gouvernements comme les marchés ont fait fausse route. M. Kaletsky estime que « prendre conscience de cette faillibilité permet de se prendre en main [...] cela ouvre la voie au pragmatisme, à l'expérimentation et au bon sens ». M. Kaletsky conclut dans un premier temps que « le fait de se rendre compte qu'il n'existe pas de véritable religion permet également d'écarter toute hérésie » et dans un deuxième temps, que la coordination à l'échelle internationale est plus importante, mais plus difficile que jamais.

De gauche à droite : **Avivah Wittenberg-Cox, Adrian Blundell-Wignall et Sharan Burrow**



Robert Skidelsky partage un grand nombre des théories de M. Kaletsky sur les différentes étapes de l'histoire du capitalisme. Après cette crise, quelle que soit la prochaine phase du capitalisme, il annonce que « la domination de la finance prendra fin ». M. Skidelsky reste néanmoins prudent quant à l'analyse de l'histoire en termes de cycles et préfère la métaphore d'un « escalier en colimaçon », riche d'occasions d'apprendre : « Nous nous sommes rendus compte que les États et les marchés peuvent échouer [...] il nous faut trouver une troisième voie [...] nous ne réussirons pas, mais nous devons essayer [...] telle doit être la quête de notre génération. » M. Skidelsky plaide également en faveur d'un retour à la morale au sens philosophique du terme, démontrant qu'une plus grande richesse ne fait pas nécessairement le bonheur : « Quelle est la finalité de la richesse ? À quel moment peut-on considérer qu'elle est suffisante ? Il nous faut réintroduire la morale et l'éthique dans la question de la création de richesse ». En outre, « plus une société est marquée par les inégalités, plus l'envie domine. Il faut donc davantage d'égalité. »

M. Kaletsky récuse les doutes de M. Skidelsky quant à la moralité d'une création de richesse sans limite, car ce n'est pas réaliste. En effet, il ne tient pas compte d'une part, du nombre considérable de pauvres qui vivent dans les pays développés et de l'autre, du fait que l'ambition et la compétitivité soient des caractéristiques fondamentales du système capitaliste. M. Kaletsky pense que le système actuel n'a pas autant souffert qu'on le croit généralement : « Selon moi, les réformes de l'économie de marché vont se poursuivre [...] l'essentiel de la création de richesse n'avait rien d'illusoire [...] l'endettement était foncièrement sain [...] la crise n'a pas été provoquée par un déséquilibre profond, mais par une défaillance de la réglementation financière ».

Sharan Burrow redoute profondément que l'on revienne, deux ans seulement après l'éclatement de la crise, à des doctrines de l'action publique qui ont perdu tout crédit. « On a pu observer les bienfaits de la relance budgétaire [...] mais on dit déjà que l'assainissement des finances publiques atteint un niveau insensé : les doctrines d'hier seront vaines », déclare-t-elle. Mme Burrow déplore que le secteur financier « ait renoué avec ses habitudes d'hier » et qu'on ait fait peu de cas des propositions visant à taxer les transactions financières : « Je suis outrée qu'on en soit encore à attendre l'établissement de nouvelles règles ». Quant à l'avenir du capitalisme, Mme Burrow le résume ainsi : « Nous vivons dans une économie mondiale et nous avons besoin de règles mondiales, d'investissements internationaux dans l'emploi et d'un système capitalistique solide qui soit bénéfique non seulement aux spéculateurs, mais aussi aux travailleurs, qui sont les véritables créateurs de richesse ». Mme Burrow déclare également mal s'accommoder des arguments philosophiques en faveur d'une limitation de la création de richesse. « Ce sont généralement les travailleurs qui subissent une dégradation de leur niveau de vie », précise-t-elle.

L'idée qu'un renforcement de la réglementation internationale et de la centralisation constitue une réponse nécessaire ou probable aux transactions financières suscite le scepticisme de **Renato Flores**. « Certains agents économiques échapperont toujours à la réglementation », déclare-t-il. La concentration du pouvoir dans les mains de l'État ne donnerait-elle pas naissance à un système plus totalitaire, notamment à l'heure où les systèmes de communication modernes l'emportent sur les différences régionales ? « Je constate une montée en puissance de l'anarchie à l'échelle mondiale. » Par ailleurs, même si la croissance est le seul antidote à la pauvreté qui soit largement admis, M. Flores observe qu'elle peut aussi accroître la concentration du pouvoir et de la pauvreté dans différents segments de la société, un phénomène qui est source d'inégalités croissantes et d'exclusion durable. À moins de sortir de ce paradoxe, le capitalisme de demain sera marqué par une inégalité croissante entre et au sein des différents systèmes capitalistes.



Renato Flores

Avivah Wittenberg-Cox appelle de ses vœux un plus grand équilibre hommes-femmes dans les structures qui contrôlent nos systèmes financiers. Elle se demande si les caractéristiques supposées du capitalisme – l'individualisme, la concurrence, l'ambition – sont typiquement masculines. Un capitalisme fondé sur des valeurs plus féminines ou plus universelles aurait peut-être été moins vulnérable face à la crise. « Si Lehman Brothers était dirigé par des femmes, serions-nous toujours dans ce pétrin ? », s'enquiert Mme Wittenberg-Cox.

Simon Tormey affirme que le capitalisme revêt différentes formes, chaque système reposant sur des valeurs diverses : capitalisme néolibéral, capitalisme social-démocrate, capitalisme chinois, capitalisme indien, capitalisme fondé sur le micro-crédit, etc. La crise financière qui a éclaté en Europe n'est donc pas celle qui a touché l'Asie-Pacifique ou l'Afrique. M. Tormey met également en garde contre la tendance à stéréotyper les systèmes capitalistes étrangers, arguant que même si elle n'est pas une démocratie libérale, la Chine n'est pas une entité monolithique : « La Chine est bien plus subtile et nuancée [...] et dotée de multiples organisations hybrides dignes d'intérêt [...] nous serions bien inspirés de tirer les enseignements de son expérience ». Enfin, M. Tormey se déclare surpris par l'absence de forces d'opposition au capitalisme. ■

Pour en savoir plus :

www.oecd.org/daf/fin-fr



Éthique des affaires : ramener la confiance

Modérateur : **Nicolas Arpagian,** Rédacteur en chef, *Prospective Stratégique*, Centre d'Étude et de Prospective Stratégique (CEPS), France

Intervenants : **Amy Domini,** Fondatrice et Directrice générale, Domini Social Investments, États-Unis
Anne-Catherine Husson-Traoré, Directrice générale, Novethic, France
Agnes Jongerius, Présidente de la Confédération syndicale des Pays-Bas (Federatie Nederlandse Vakbeweging, FNV)

Discutants : **Carla Coletti,** Directrice, Commerce, emploi et développement, Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie
Edward F. Greene, Associé, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP, États-Unis
Roland Schatz, Fondateur et Directeur général, Media Tenor International, Suisse

Les représentants des syndicats et du secteur privé analysent en quoi l'éthique des affaires pourrait contribuer à redonner confiance au public dans les institutions financières et les entreprises. En dépit de divergences de vues sur les racines de la crise actuelle, chaque camp en présence s'accorde à penser que pour être plus saine, l'économie de demain doit être fondée sur la confiance, sur la transparence et sur la coopération internationale afin d'établir un ensemble de règles régissant l'éthique du monde des affaires. Les panélistes espèrent que l'OCDE continuera, à travers ses *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales*, à jouer un rôle moteur en définissant des normes mondiales en matière de responsabilité des entreprises.

Amy Domini

Pour **Anne-Catherine Husson-Traoré**, « l'éthique des affaires symbolise aujourd'hui le retour du bon sens dans un monde qui en manquait cruellement ». Elle observe qu'il est impossible de faire comme si rien ne s'était passé car, en cas d'échec, le prix à payer serait considérable. S'agissant de la mise en œuvre de normes d'éthique, Mme Husson-Traoré propose que les parties prenantes usent de contrepouvoirs, c'est-à-dire du pouvoir qu'elles ont sur la valeur d'une marque.

Amy Domini indique que la finance est un facteur décisif de la réussite du modèle de l'entreprise éthique, tout comme les initiatives destinées à accroître la transparence et l'émergence de pratiques comptables responsables. Mme Domini souligne que les actionnaires militants peuvent jouer un rôle déterminant dans l'application de normes de gouvernement d'entreprise plus strictes. Elle note également que les fonds de pension et les fonds communs de placement exercent un pouvoir considérable. En moyenne, le taux de rotation des actifs gérés par les Fonds communs de placement (FCP) qui sont activement négociés (donc non fondés sur des indices) ressort à 200 %, ce qui donne à penser que « les entreprises américaines n'appartiennent plus à personne ». Dans le même temps, elle déclare que l'UE a fortement hésité à « faire étalage de sa puissance financière ». Concernant les attentes suscitées par le modèle d'entreprise éthique, elle laisse entendre que la crise récente a eu pour effet d'éteindre toute lueur d'espoir dans les esprits et que la question est désormais de savoir « comment faire changer les mentalités ». Et d'ajouter que « si la finance dessert les objectifs que sont la dignité humaine et le développement durable, les pouvoirs publics et la société civile ne parviendront pas à ramener la confiance ».



Anne-Catherine Husson-Traoré

Agnes Jongerius propose d'inscrire le débat dans une perspective « travailleur / citoyen » et souligne que les mouvements syndicaux devraient être davantage associés à l'élaboration des programmes de responsabilité sociale des entreprises. Tout en constatant que le secteur privé a commencé, à travers différentes mesures satisfaisantes, à « s'acheter une conduite » vis-à-vis du public, elle reconnaît que de nombreux syndicats ont eu le sentiment d'être tenus à l'écart du processus. La solution pourrait consister à renforcer la coopération internationale en mettant l'accent sur l'emploi. Le réexamen des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales a été particulièrement riche d'enseignements dans ce contexte. Mme Jongerius espère qu'à l'avenir, les pouvoirs publics pourront associer l'ensemble des parties prenantes, syndicats compris, dans la réglementation du comportement des entreprises. Il faudra pour cela faire preuve d'ambition, car « il ne suffira pas de ramener la confiance », déclare-t-elle.

Selon **Carla Coletti**, il faut recourir à des instruments efficaces pour réglementer l'éthique des affaires à l'échelle mondiale. « Le temps n'est plus aux protestations spontanées de bonne volonté », explique-t-



Agnes Jongerius

elle. La multiplication des codes de conduite unilatéraux – qui se limitent souvent à des exercices de relations publiques – ont entamé la confiance du public. La crise économique mondiale est une conséquence de l'incapacité du système à définir des règles équitables afin de réglementer l'économie mondiale. Les syndicats du monde entier avaient dénoncé à plusieurs reprises les risques inhérents au transfert des investissements de l'économique réelle, productive, vers les marchés de capitaux avides de réaliser des profits faciles au détriment des emplois et du développement.

Edward F. Greene souligne que les pays du G-20 ont échoué à imposer des normes internationales contraignantes, aucun pays n'étant disposé à renoncer à sa souveraineté au bénéfice de la réglementation financière. Les organisations comme l'OCDE ou le FMI ont eu des difficultés à cerner les contours de leur action. Selon M. Greene, la crise récente a montré que les marchés sont interdépendants et, par conséquent, qu'il y a lieu de définir des normes mondiales, et non nationales. Les modifications qui seront apportées à la réglementation pourraient n'être qu'un coup de poker, notamment parce que les nouvelles règles de la finance seront édictées par ceux-là mêmes qui avaient conçu hier un système défaillant. M. Greene préconise donc d'améliorer le fonctionnement des autorités de contrôle, ainsi que la réglementation. Il reste convaincu que



Nicolas Arpagian

les actionnaires n'ont que peu d'influence sur les entreprises, et rappelle qu'ils ne sont guère parvenus à faire évoluer les choses lorsqu'ils ont été invités à se prononcer sur la rémunération des administrateurs. En réaction, Mme Domini fait remarquer que voilà 15 ans, il aurait été impossible de déterminer avec exactitude quelles entreprises bénéficiaient d'un recours à des ateliers clandestins. Depuis, cependant, la pression exercée par les actionnaires a contraint les entreprises à communiquer les informations nécessaires aux investisseurs pour mieux discerner celles qui tirent avantage de pratiques répréhensibles sur le marché du travail. M. Greene répond que sur les marchés d'actions, la majorité des négociations portent sur des indices ou sont fondées sur des algorithmes, et non sur des entreprises. En d'autres termes, le marché des transactions est dominé par des personnes qui n'ont nullement à cœur de contrôler les pratiques des entreprises qui nuisent fortement à l'efficacité du contrôle exercé par les actionnaires.

Concernant l'effritement de la confiance observé depuis la crise financière, **Roland Schatz** livre un point de vue qui n'incite guère à l'optimisme : « Ce n'est pas une crise de confiance, mais un véritable naufrage ». Il appelle de ses vœux l'établissement de relations nouvelles entre le secteur privé et les pouvoirs publics. Il souligne l'importance du rôle de l'OCDE à cet égard, comme en témoignent, tout dernièrement, les succès qu'elle a rencontrés dans la lutte contre les paradis fiscaux et la corruption. ■



Session spéciale : emploi et croissance

Christina Romer, Présidente, Council of Economic Advisers, États-Unis
Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE

Angel Gurría ouvre la séance en présentant **Christina Romer**. Présidente du *Council of Economic Advisers,* Mme Romer est une conseillère économique prééminente du Président Obama. Elle est également Présidente du Comité de politique économique de l'OCDE.

M. Gurría fait observer que cette session extraordinaire reflète les dernières *Perspectives économiques de l'OCDE* sur les questions d'emploi – l'aspect humain le plus visible de la crise. M. Gurría présente Mme Romer comme l'un des plus importants « économistes de la Grande dépression » et l'invite à exposer sa conception sous forme de feuille de route pour lutter contre les pertes d'emplois.

Mme Romer commence par rappeler la brutalité du choc de la crise aux États-Unis. Entre novembre 2008 et mars 2009, l'économie américaine a perdu près de trois millions d'emplois et, sur le premier trimestre 2009, le PIB réel a baissé au rythme annualisé de 6.4 %. En réponse à la crise, le Gouvernement des États-Unis a fait adopter l'*American Recovery and Reinvestment Act*, la relance budgétaire contracyclique la plus massive de l'histoire des États-Unis. Au deuxième trimestre 2009, le PIB avait presque cessé de baisser, puis il a progressé régulièrement pendant trois trimestres. Il a aujourd'hui augmenté de 2.5 % par rapport au premier trimestre 2009. Cependant, si l'économie nationale américaine est en nette

De gauche à droite : **Angel Gurría et Christina Romer**



Christina Romer

amélioration, elle rappelle à l'auditoire que les États-Unis sont loin d'un redressement complet et que le taux de chômage y reste « douloureusement élevé ». Mme Romer souligne que l'ampleur actuelle du chômage est conjoncturelle et non pas structurelle. Elle rejette l'idée qu'un chômage élevé serait ou devrait être la « nouvelle normalité ». Elle répète que le chômage est élevé parce que la production est très inférieure à la capacité de l'économie. « Rétablissez la demande et l'emploi suivra », dit-elle.

Mme Romer met en évidence quatre grandes difficultés auxquelles l'économie américaine se trouve confrontée. Tout d'abord, le problème de l'accès au crédit, car de nombreuses petites entreprises se plaignent de la difficulté d'obtenir du crédit. Deuxièmement, des déficits publics auxquels les autorités doivent répondre par des réductions de dépenses et des augmentations d'impôts. Troisième difficulté : le comportement des consommateurs, il ne faut pas s'attendre à ce que les consommateurs recommencent à dépenser sans compter, et d'ailleurs nous ne le souhaitons pas. Mais il s'ensuit que la consommation ne sera vraisemblablement pas le principal moteur de la reprise. Enfin, les exportations restent faibles. La faible croissance de la consommation et les excédents commerciaux persistants dans certains pays restreignent les exportations des États-Unis qui restent inférieures de 10 % à leur pic d'avant la crise.

Mme Romer souligne l'importance de la relance décidée par les pouvoirs publics, car une reprise accélérée empêchera le fort chômage conjoncturel actuel de devenir structurel. Elle cite alors un certain nombre de « mesures budgétaires responsables » qui peuvent faire la différence entre une « reprise molle et une reprise vigoureuse ». La première mesure qu'elle met en évidence est la *HIRE Act*, loi qui prévoit des incitations fiscales pour que les entreprises embauchent des chômeurs et de façon durable. Cette loi contient aussi des dispositions visant à stimuler les dépenses d'infrastructure. Autre type très voisin de relance ciblée : la prolongation des prestations d'assurance-chômage d'urgence. Troisième mesure ciblée : l'apport de ressources financières aux petites banques afin de favoriser les prêts aux petites entreprises. Quatrième action ciblée : l'effort continu visant à ouvrir les marchés aux produits des États-Unis.

Mme Romer fait observer que les aides publiques ne sont pas illimitées : toute action complémentaire devra tenir compte de la situation budgétaire des États-Unis. Or, comme de nombreux autres pays, les États-Unis ne sont pas sur une trajectoire budgétaire viable. Il s'agit donc de parvenir à concilier la nécessité de traiter les problèmes budgétaires à long terme et la nécessité de poursuivre l'aide à une économie qui a encore besoin d'une demande globale plus forte. « Le moyen judicieux de s'attaquer au déficit courant et prévu, c'est un plan crédible », indique Mme Romer. Toutefois, « une compression budgétaire immédiate aurait inévitablement pour effet de tuer la reprise économique dans l'œuf ». Dès lors, il faut « prendre maintenant des mesures concrètes » qui permettront de réduire le déficit progressivement et de freiner l'augmentation des programmes de dépenses obligatoires, tout en retardant les principales mesures d'austérité à court terme. Elle donne l'exemple du « principe de neutralité des dépenses nouvelles », adopté par le Congrès pour veiller à ce que le déficit ne s'aggrave pas. Elle évoque aussi l'expiration des réductions d'impôts décidées en 2001 et 2003 en faveur des contribuables à hauts revenus. La loi historique portant sur la réforme de l'assurance maladie, promulguée en février, étend l'assurance santé à des millions d'américains, et devrait ainsi permettre de réduire le déficit de plus d'un milliard de dollars sur les deux prochaines décennies. Elle rappelle à l'auditoire que, pour parvenir à un consensus et mettre en œuvre les dispositions qu'impose la maîtrise du déficit, il faudra prendre des décisions difficiles et des mesures impopulaires.

Lorsque M. Gurría demande à Mme Romer si d'autres pays pourraient se permettre d'assainir leur budget à ce rythme, elle observe que la situation nationale varie d'un pays à l'autre. Les pays qui sont confrontés à des contraintes financières à court terme n'ont guère d'autre choix que d'assainir immédiatement. En revanche, les pays qui n'ont pas besoin de resserrer immédiatement leurs finances peuvent faire œuvre utile en assurant la demande de biens et services, et contribuer ainsi au soutien de la reprise dans le monde entier. Elle pense que l'OCDE peut continuer à jouer un rôle « capital » d'information et de coordination au profit de la communauté internationale, aujourd'hui et demain. ■



Ajuster compétences et emplois

Modérateur : **Stéphanie Antoine,** Présentatrice, France24, France

Intervenants : **John Hope Bryant,** Fondateur, Président-directeur général, Operation HOPE, États-Unis
Christine Evans-Klock, Directrice, Département des compétences et de l'employabilité, Organisation internationale du travail
José Mariano Gago, Ministre des Sciences, des Technologies et de l'Enseignement supérieur, Portugal
Geoffrey I. Gallop, Professeur et Directeur, Graduate School of Government, Université de Sydney, Australie
Bob Harris, Conseiller principal auprès du Secrétaire général, Internationale de l'éducation
Barbara Ischinger, Directrice, Éducation, OCDE

Discutants : **Stefano Scarpetta,** Chef, Emploi, analyse et politiques, OCDE
Anna Thomas, Chef du Développement économique et social, ActionAid UK, Royaume-Uni
Aleph Torres, Président, Fundación Proacceso, Mexique



De gauche à droite : **John Hope Bryant, Christine Evans-Klock et José Mariano Gago**



Stéphanie Antoine soulève la question de l'intégration de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans le système éducatif et demande aux intervenants comment assurer l'adéquation des compétences aux emplois dans l'économie mondialisée.

José Mariano Gago pense que vouloir adapter les compétences aux emplois est une idée un peu simpliste et trop administrative dans une économie en perpétuelle évolution. En réalité, ce sont les emplois qui créent des besoins en personnel qualifié. Dans de nombreuses professions techniques, les compétences ont devancé les emplois. Si de nouvelles compétences n'avaient pas émergé, il n'y aurait pas de nouveaux types d'emplois. Il faudra s'adapter et acquérir des compétences nouvelles. Le meilleur moyen d'y parvenir passe par l'education et la spécialisation via la

formation en cours d'emploi. **Bob Harris** ajoute qu'élaborer des théories sur l'utilité des compétences s'avère tout aussi simpliste.

Pour assurer l'adaptation des compétences aux emplois, il faut réassortir la gamme des aptitudes, souligne **Barbara Ischinger** : créativité, esprit critique, aptitude à trouver des solutions, à prendre des décisions, compétences génériques que mesurent déjà les programmes de l'OCDE sur l'enseignement, par exemple PISA. Or, il faut du temps pour développer ces compétences au moyen, comme par exemple, d'un enseignement de qualité, de la réduction des taux d'abandon scolaire, d'un meilleur accès à l'enseignement supérieur et de nouvelles passerelles entre le système éducatif et le marché du travail et il faudra encore un an ou deux pour que l'OCDE formule des recommandations officielles.

La crise économique a révélé une lacune alarmante : la méconnaissance des questions financières, constate **John Hope Bryant**. « Plus qu'une récession, j'y vois une remise à zéro » du système économique tout entier. Il compare la situation actuelle à celle qui existait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lors de la création du Plan Marshall. Pour remédier à cette situation, il avait fallu dispenser une éducation financière. « La maîtrise des questions financières est aujourd'hui l'impératif qu'étaient hier les droits civils [...] et il nous faut nous méfier des chiffres qui disent que la reprise économique est en bonne voie », ajoute-t-il. Il doute du redressement de l'emploi aux États-Unis, parlant d'un « redressement statistique masquant des tragédies personnelles. »

L'ampleur du chômage s'explique notamment par l'inadéquation des compétences avec les emplois. **Christine Evans-Klock** pense qu'un effort de coordination entre les employeurs et les formateurs permettrait de remédier à la situation, car il faciliterait le passage des jeunes dilpômés sur le marché du travail. La formation permanente est très utile, car elle permet aux travailleurs d'acquérir de nouvelles compétences tout au long de leur carrière. M. Harris estime lui aussi que l'acquisition des compétences doit se faire tout au long de la vie et qu'il faut l'organiser avec soin, et non pas l'abandonner en cas de crise. « Lorsque l'activité économique ralentit [...] c'est le moment de se perfectionner », fait-il remarquer. Les entreprises trouveront le recyclage plus rentable que le licenciement. « Nous n'avons plus les moyens d'une jeunesse perdue », ajoute-t-il.

De gauche à droite : **Stéphanie Antoine, Geoffrey I. Gallop, Bob Harris et Barbara Ischinger**





Geoffrey I. Gallop

Geoffrey I. Gallop appelle l'attention de tous sur le problème de l'exclusion sociale. Pour le résoudre, il pense que des stratégies localisées sont préférables à des programmes nationaux. Il cite l'exemple d'East Kimberley, en Australie, où 25 % de la population est autochtone. L'industrie minière y est puissante, mais les autochtones ne repésentaient seulement que 5 % des effectifs. Or, la coopération entre les autorités, la collectivité locale et l'industrie minière a permis de porter cette proportion à 25 %. Les populations migrantes recèlent, elles aussi, un gisement de compétences. M. Gago pense qu'elles offrent d'énormes possibilités : « Elles n'ont rien à perdre et tout à gagner ».

Stefano Scarpetta insiste beaucoup sur l'importance des compétences et d'un passage réussi de l'enseignement au marché du travail pour assurer à un pays le retour sur investissement dans la formation. Il rappelle à l'auditoire que la recherche infructueuse d'un premier emploi augmente la probabilité de rester longtemps au chômage ou de devoir se contenter d'un faible revenu. Il demande l'avis des experts sur trois sujets précis. Le premier a trait aux programmes d'apprentissage. Comment s'assurer que les entreprises s'en servent pour donner aux jeunes gens une chance réelle et des qualifications reconnues ? Comment s'assurer que ces programmes s'appliquent à des secteurs où de nouveaux emplois seront créés ? Le deuxième sujet porte sur la formation



professionnelle qui n'atteint pas ses objectifs et il demande aux experts ce que l'on pourrait faire pour adapter les programmes d'enseignement aux réalités du marché. Sa dernière question a trait à l'expérience professionnelle acquise en cours de formation. Il demande ce que l'on pourrait faire pour l'encourager.

Anna Thomas partage l'idée d'encourager l'esprit d'entreprise, mais elle insiste sur l'importance d'investir dans l'enseignement de base. Elle rappelle qu'à l'échelle de la planète, une femme sur quatre ne peut pas lire une phrase élémentaire. Elle propose trois moyens de trouver des ressources pour financer l'enseignement dans les pays en développement : d'abord, la poursuite de l'aide au développement, ensuite l'institution d'un impôt sur les activités bancaires : « une partie de l'argent revient à ceux qui sont les moins responsables de la crise financière, ou qui n'y sont pour rien et qui en subissent les pires effets ». Enfin, elle souligne l'importance d'encourager ces pays à se doter de ressources propres : actuellement, le PIB des pays d'Afrique n'est taxé qu'à 15 %, ce qui n'est pas assez pour diriger un pays. M. Bryant fait observer que si le PIB de l'Afrique augmentait, ne serait-ce que de 1 % (du fait du développement de l'aptitude à entreprendre), cette augmentation vaudrait trois fois l'aide actuelle au développement du continent.

Aleph Torres est tout à fait d'accord avec M. Gallop sur l'importance de la collaboration des parties prenantes en vue de définir les compétences qui conviennent aux régions et aux travailleurs touchés. La Fundación Proacceso a mis en place des centres d'enseignement très efficaces que réunit le « Réseau innovation et apprentissage ». La démarche des centres consiste à définir, en concertation avec les employeurs, les compétences les plus précieuses sur le marché du travail. Des cours modulaires ont été créés et sont enseignés à grande échelle. Après sélection, les stagiaires les plus brillants sont présentés aux employeurs. Un programme éducatif de ce genre suppose une étroite collaboration entre les secteurs public, associatif et privé. M. Torres souligne l'impérieuse nécessité de renforcer les échanges entre les éducateurs et les employeurs. ■

Lecture complémentaire:



Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2010 : Sortir de la crise de l'emploi

Les Perspectives de l'emploi 2010 est un rapport annuel de l'OCDE sur l'emploi et les marchés de l'emploi dans la zone OCDE et au-delà. L'éditorial analyse les défis politiques actuels et fournit des conseils aux gouvernements de l'OCDE, et le premier chapitre présente les faits et chiffres liés aux développements les plus récents dans le domaine de l'emploi, les plaçant dans un contexte économique plus général. L'ouvrage présente ensuite des analyses dans trois domaines spécifiques : l'impact de ces développements sur les emplois et les réponses politiques dans les pays émergents, les facteurs institutionnels et économiques influençant les flux des marchés de l'emploi, et la qualité du travail à temps partiel. L'ouvrage contient également un annexe statistique qui présente les dernières données disponibles sur l'emploi. Sont également inclus des StatLinks, des liens sous chaque tableau et chaque graphique permettant d'accéder aux données brutes sur lesquelles ils sont basés.

ISBN: 9789264086159

Disponible sur : **www.oecd.org/bookshop?9789264086159**

Donnez-nous votre avis :

https://community.oecd.org/community/educationtoday





Innovation : libérer les potentiels

Modérateur : **Luca de Biase,** Rédacteur, Technologie de l'information et science, *Il Sole 24 Ore*, Italie

Intervenants : **Habip Asan,** Président, Turkish Patent Institute, Turquie
Dawn Graham, Présidente, EUCan II, MSD (Merck Sharp & Dohme-Chibret)
Juan Carlos Romero Hicks, Directeur général, Conseil national de la science et de la technologie, Mexique
Martin Schuurmans, Président, Institut européen de l'innovation et de la technologie (EIT)
Gabriel Solomon, Vice-président principal, Politiques publiques, GSMA
Andrew Wyckoff, Directeur, Science, technologie et industrie, OCDE

Les participants se montrent généralement enthousiastes quant à l'avenir de l'innovation, mais ils pensent que des politiques plus flexibles en renforceraient l'impact potentiel. Les intervenants sont d'accord sur la nécessité de stimuler la culture de l'innovation et de simplifier les procédures réglementaires. Le débat coïncide avec la publication de la *Stratégie de l'innovation* de l'OCDE, qui examine le rôle potentiel de l'innovation pour la création de nouveaux types d'industries, d'entreprises et d'emplois.

Au cours du débat, **Andrew Wyckoff** appelle les pouvoirs publics à encourager l'innovation dans une optique allant au-delà des programmes de recherche-développement. Il suggère de modifier les programmes d'enseignement primaire et secondaire pour mettre l'accent sur l'innovation et l'entrepreneuriat. Le rôle des autorités publiques, ajoute-t-il, est aussi de faciliter la création de conditions propices à l'innovation. « L'État peut user de ses propres pouvoirs pour montrer là où l'innovation est

De gauche à droite : **Habip Asan, Dawn Graham, Juan Carlos Romero Hicks, Luca de Biase, Martin Schuurmans, Gabriel Solomon et Andrew Wyckoff**





Gabriel Solomon



Dawn Graham



Juan Carlos Romero Hicks

nécessaire », déclare-t-il. Cependant, l'innovation ne doit pas dépendre seulement des incitations publiques – en fait, il faut parfois que les pouvoirs publics « restent à l'écart ». Un large éventail d'acteurs doit intervenir pour créer un « écosystème d'innovation ». Des acteurs philanthropiques, par exemple, doivent aussi se joindre à leurs efforts. « Ils jouent un rôle intéressant de tierce partie » qui diffère de celui des gouvernements ou du secteur privé. En tant que telle, l'innovation pourrait être axée sur la recherche de solutions à des problèmes sociaux et pas seulement sur la réalisation de bénéfices.

Martin Schuurmans indique qu'en Europe la pensée consensuelle ne cadre pas avec l'innovation : « En Europe, nous préférons le contrôle à la recherche d'un équilibre entre le contrôle et le risque, qui nous permettrait d'aller de l'avant ». Des pays comme la Chine et les États-Unis arrivent mieux à créer un climat propice à l'entrepreneuriat que l'Europe, qui, selon lui, est incapable de développer l'esprit d'entreprise au niveau postsecondaire. Selon M. Schuurmans, l'Europe a besoin de nouvelles forces motrices dans ce domaine : « Il est indispensable de mettre en place un leadership ». Il insiste aussi sur la nécessité de simplifier les procédures. En Europe, on consacre énormément d'argent à l'innovation mais il faudrait en allouer une plus grande partie à la maximisation de l'impact des résultats. Cela améliorerait la compétitivité du continent. « En réalité, la pièce se joue principalement en Chine et en Inde », constate-t-il.

Selon **Dawn Graham,** l'innovation est « vitale » pour l'industrie pharmaceutique. La mise au point de nouveaux médicaments est un « processus de recherche très long, très coûteux et à haut risque » à l'issue duquel une molécule seulement sur 10 000 atteint le marché. Une foule de médicaments innovants sont apparus lors des 60 dernières années, ce qui a aidé à prévenir la morbidité et à retarder la mortalité pour des millions de patients. « Il reste cependant beaucoup à faire et nous devons continuer d'innover », déclare-t-elle, évoquant la vague de maladies qui sévissent partout dans le monde, comme la maladie d'Alzheimer, le cancer et les maladies mentales.

L'action publique a pour rôle essentiel d'accélérer la mise à disposition des traitements pour les malades. Après des années de développement clinique, une fois qu'un produit innovant existe, il appartient aux pouvoirs publics de faire en sorte qu'il parvienne à ceux qui en ont besoin.

Juan Carlos Romero Hicks explique l'influence qu'a eue l'OCDE sur l'approche mexicaine en matière d'innovation : un examen externe et des études régionales réalisés par l'OCDE ont aidé le Mexique à établir son Programme d'innovation. La mise en œuvre de ce programme – qui va jusqu'à la fin de 2012 – comprend des réformes législatives, la mise en place de mesures budgétaires directes et la création de groupes représentant diverses parties prenantes. « Les autorités mexicaines se sont fixé comme nouveaux objectifs en matière d'innovation de renforcer les liens entre les secteurs et d'échanger des informations par le biais d'un modèle d'innovation ouvert », indique M. Romero Hicks. Un fonds de capitaux mixtes a aussi été créé, réunissant des ressources nationales, régionales et du secteur privé afin d'encourager la productivité dans les entreprises, l'éducation et l'entrepreneuriat. Les pouvoirs publics doivent servir de facilitateurs dans le processus d'innovation.

Habip Asan souligne le progrès accompli par la Turquie en matière d'élaboration d'une stratégie générale de protection de la propriété intellectuelle. M. Asan estime que, pour stimuler davantage l'innovation, les pouvoirs publics doivent encourager une « innovation ouverte » en rassemblant un certain nombre d'acteurs tels que les petites entreprises, les universités et les consommateurs potentiels. Le gouvernement turc a créé un conseil de coordination destiné à encourager l'innovation par le biais d'une utilisation efficace des droits

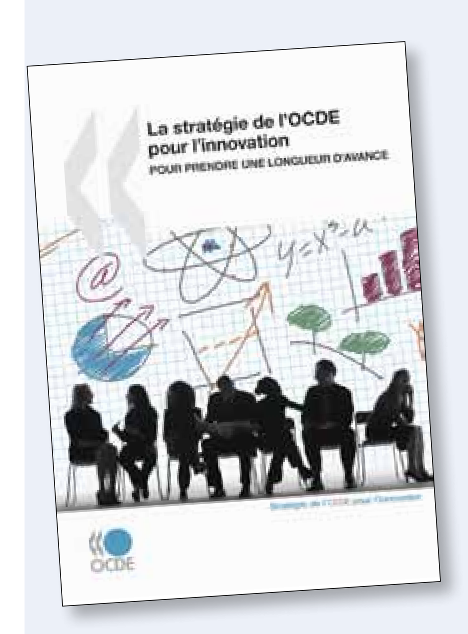


de propriété intellectuelle. Il s'agit d'un projet en cours, conduit par l'Institut turc des brevets et auquel participent les milieux universitaires, les entreprises et l'État. Cet institut a élaboré une stratégie publique générale couvrant les brevets ainsi que les marques de fabrique et le design – les éléments clés de la propriété intellectuelle à encourager et à protéger. Il encourage aussi l'échange de savoir entre des organisations internationales telles que l'OCDE, l'OMS, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les pouvoirs publics.

On voit déjà l'impact d'une innovation dynamique dans le secteur des téléphones mobiles GSM, déclare **Gabriel Solomon**. Aujourd'hui, environ 90 % de la population mondiale a accès aux réseaux de téléphonie mobile, stimulant l'innovation dans des domaines comme l'accès aux soins et favorisant l'inclusion financière. M. Solomon estime qu'une augmentation de 10 % de la connectivité mobile s'est traduite par une progression de 1.2 % du PIB des pays en développement. L'industrie va dépenser 200 milliards USD cette année pour compléter la couverture des réseaux mobiles et poursuivre le lancement de l'Internet mobile, le prochain grand domaine d'innovation dans ce secteur. M. Solomon demande instamment aux gouvernements de stimuler l'innovation dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en intégrant leur utilisation de façon innovante dans les initiatives de tous les services publics. Il ajoute que l'innovation non seulement favorise la croissance économique mais elle est aussi un facteur positif de progrès social. Le développement du microfinancement mobile, par exemple, dans les pays en développement, a permis aux « sans banque » de « mettre le pied à l'étrier de l'inclusion ».

Luca de Biase indique que les média, comme les autres secteurs, doivent maintenant innover, la crise ayant touché les média traditionnels : « Nous avons l'occasion d'innover pour résoudre les problèmes que nous avons créés ». Ce faisant, les médias pourraient aussi gagner en crédibilité à réclamer de l'innovation dans les autres secteurs et à mieux rendre compte de ce qui s'améliore et de ce qui ne s'améliore pas. ■

Lecture complémentaire :



La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation : Pour prendre une longueur d'avance

Innover au moment opportun et de manière ciblée stimule la productivité, favorise la croissance économique et aide à résoudre les problèmes de société. Mais comment les gouvernements peuvent-ils encourager davantage de personnes à innover et accroître le temps consacré à l'innovation ? Et comment rendre les administrations elles-mêmes plus innovantes ?
La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation propose un ensemble de principes visant à encourager l'innovation par les individus (aussi bien dans le cadre de leur travail qu'en tant que consommateurs), dans les entreprises et au sein des administrations. Elle examine en profondeur l'évolution de l'innovation, son ampleur, sa géographie et ses modalités. À partir de recherches et de données récentes, elle propose un large cadre d'action en faveur de l'innovation.

ISBN : 9789264083486

Disponible sur : **www.oecd.org/bookshop?9789264083486**

Pour en savoir plus :

www.oecd.org/innovation/strategie





Commerce, emploi et innovation

Modérateur : **Soumitra Dutta,** Directeur des relations extérieures, INSEAD, France

Intervenants : **Ken Ash,** Directeur, Échanges et agriculture, OCDE
Sharan Burrow, Présidente, Confédération syndicale internationale
Otaviano Canuto, Vice-président, Réseau pour la réduction de la pauvreté et la gestion économique, Banque mondiale
Simon Crean, Ministre du Commerce, Australie
Pascal Lamy, Directeur général, Organisation mondiale du commerce (OMC)
Borut Pahor, Premier Ministre, Slovénie

Soumitra Dutta voit dans cette séance l'occasion d'approfondir l'analyse de ces questions qui ont déjà été abordées lors des sessions précédentes par l'examen des liens qui les unissent et des prochaines mesures à prendre pour l'avenir. Il propose d'articuler la séance autour de trois grands thèmes liés à l'évolution qui touchera les échanges : la reprise mondiale, l'innovation et la dimension humaine.

Pascal Lamy remarque un changement d'attitude à l'égard des échanges, de la défensive au début de la crise à une attitude plus réceptive. Il ajoute que le maintien des échanges est même l'un des facteurs qui

De gauche à droite : **Ken Ash, Sharan Burrow, Otaviano Canuto, Soumitra Dutta, Simon Crean, Pascal Lamy et Borut Pahor**





De gauche à droite : **Ken Ash, Sharan Burrow, Otaviano Canuto et Soumitra Dutta**

« Heureusement, le monde est dirigé par des politiciens et non par des économistes. »

Pascal Lamy

atténuent les effets de la crise, car la croissance mondiale reste soutenue par les échanges avec les pays en développement. « Ils ont besoin d'ouvrir leurs échanges et nous avons besoin qu'ils poursuivent leur croissance. » Il en va tout autrement aux États-Unis, au Japon et dans l'UE, où la croissance de la demande intérieure reste faible. En réponse à M. Dutta qui lui demande pourquoi les gouvernements ont pu dégager un consensus pour un plan de relance mondial, tandis qu'ils n'ont pas pu se mettre d'accord lors des négociations commerciales du cycle de Doha sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, M. Lamy rappelle que le monde n'est pas dirigé par des économistes, mais par des responsables politiques et que « le problème tient à des considérations de politique intérieure ».

En réponse à une question de la salle au sujet du manque d'attention pour les accords « d'aide au commerce », par lesquels les pays développés offrent une aide financière en échange d'accords commerciaux, M. Lamy fait observer que ces programmes ont augmenté de 10 % par an depuis 2005. L'un des avantages de la formule est que l'aide peut servir à réduire les obstacles aux échanges, par exemple en finançant la modernisation des infrastructures de transport afin de stimuler les courants d'échanges. Pour ce qui est de la question du commerce et de l'innovation, il estime que « le commerce est un moyen de transmettre l'innovation et le progrès » tout en admettant que ce serait une erreur de penser que les avantages d'un régime commercial plus libéral apparaîtraient immédiatement.

Ken Ash estime qu'il serait « réducteur de ne pas considérer l'ensemble des mécanismes des échanges ». Il souligne que l'on s'arrête trop souvent aux exportations sans tenir compte de l'intérêt des importations. Du fait de l'interdépendance des activités mondiales de transformation, la plupart des échanges internationaux portent sur les biens et services intermédiaires, intrants du processus de production. Imposer des restrictions sur les importations est, pour les entreprises nationales, plutôt un handicap que l'assurance d'un avantage concurrentiel. Malgré l'attirance du protectionnisme durant la crise, la plupart des gouvernements ont résisté à la tentation. « Il est aujourd'hui difficile de défendre l'ouverture des marchés. Étant donné les circonstances, les



gouvernements et les organisations comme l'OCDE doivent s'employer plus activement à communiquer sur l'intérêt du commerce. »

Otaviano Canuto ajoute que « l'intégration sociale est l'objectif ultime » des politiques visant à favoriser les échanges, la croissance et la réduction de la pauvreté. Il affirme qu'il importe de distinguer les chocs économiques passagers de ceux qui durent, car ils appellent des réponses différentes de la part des pouvoirs publics. Face à un choc économique qui dure, comme celui que nous connaissons, la priorité doit être donnée à la protection des travailleurs, et non pas à la protection des emplois.

Simon Crean soutient que, si l'Australie s'est mieux tirée de la récession que de nombreux autres pays, c'est notamment parce que le gouvernement a mis en œuvre un plan de relance budgétaire afin d'encourager l'investissement dans les infrastructures (physiques, sociales, innovation et compétences) et la consommation. Autre facteur important : l'Australie avait déjà ouvert ses marchés et renforcé sa compétitivité par des réformes élaborées en concertation avec tous les protagonistes (consommateurs, syndicats et entreprises). Il en résulte une productivité plus élevée et une augmentation des salaires réels. De plus, l'Australie s'est résolument tournée vers l'Asie, tant pour exporter que pour permettre à ses entreprises de trouver leurs consommations intermédiaires dans cette région dynamique, tout en encourageant le flux des services et des investissements. De même qu'elle a ouvert ses marchés internationaux, l'Australie s'est attachée à la réforme structurelle, menant une politique sociale plus équitable au moyen de programmes d'intervention sur le marché du travail et par la mise en place de filets de sécurité s'il y avait lieu.



De gauche à droite : **Simon Crean, Pascal Lamy et Borut Pahor**

Enfin, M. Crean fait part de son attachement à ce que l'aide au commerce permette aussi aux pays en voie de développement de renforcer leur propre compétitivité, affirmant que « le multiplicateur, le stimulant, c'est le commerce ».

Après avoir exposé les grands axes de la loi slovène qui trace une stratégie de sortie de crise, **Borut Pahor** réfléchit à la difficulté de défendre la dimension sociale de l'action publique dans son pays sans nuire à la compétitivité nationale, surtout lorsque d'autres pays en développement paraissent beaucoup moins préoccupés par les questions sociales et environnementales. Il évoque la possibilité que des « clubs » se forment au sein de l'UE, certains pays avançant dans les réformes structurelles, d'autres les retardant. Il souligne aussi le problème que pose une reprise sans emploi, mais ajoute « je doute qu'aucun de nous n'ait la recette ». À son avis, chaque gouvernement doit s'attaquer à ce problème de son côté pour le moment. Pour conclure, il affirme que « le capital humain est celui qui compte le plus pour notre développement ».

Sharan Burrow insiste sur la nécessité de réexaminer les questions que soulèvent le commerce et le développement, soulignant qu'il faut « rééquilibrer le scénario et s'y tenir, pour éviter de revenir aux méthodes classiques anciennes ». Elle fait valoir que, contrairement à ce que l'on pense souvent, la dimension et la viabilité sociales revêtent de plus en plus d'importance dans les pays en développement, et non pas seulement dans le monde développé. Elle n'en pense pas moins que les pays riches devraient faire plus pour encourager les filets de protection sociale et l'équité des politiques suivies dans les pays en développement, reprochant à certaines entreprises occidentales de compter parmi les adversaires les plus acharnés des droits des travailleurs dans certains pays comme la Chine. ■

Pour en savoir plus :

www.oecd.org/echanges





Ressources durables : mode d'emploi

Modérateur : **Simon Upton,** Directeur, Environnement, OCDE

Intervenants : **Tim Groser,** Ministre du Commerce, Nouvelle-Zélande
John J. Harris, Président-directeur général, Nestlé Waters
Brian Hoskins, Directeur, Institut Grantham pour le changement climatique, Royaume-Uni
Andrew Seidl, Chef de l'économie mondiale et du programme environnemental, Union internationale pour la conservation de la nature
Cesare Spreafico, Directeur général, COREPLA, Italie

Discutants : **Pascal Husting,** Directeur exécutif, Greenpeace France
Thomas Kaissl, Responsable du programme Économie verte, WWF International
Ahmed Lahlimi Alami, Haut commissaire au Plan, Maroc
Ambet Yuson, Secrétaire général, Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois

Face à une surconsommation d'eau insoutenable, à l'inefficience de la production agricole et au rythme de l'accroissement démographique, la communauté internationale doit prendre des mesures concrètes pour préserver les ressources naturelles, concluent les experts de cette table ronde. Les questions d'environnement semblent avoir été reléguées au second plan du fait de la crise économique, mais les participants ont fait valoir que l'OCDE doit prendre la tête des efforts visant à stimuler l'innovation pour préserver les ressources naturelles, tout en pressant la mise au vert de la croissance.

Simon Upton observe que les autorités semblent éprouver des difficultés à mettre un prix sur les ressources afin de réduire les déchets et la pollution. « Naturellement, il est difficile de mettre cette politique en œuvre. Mais ce n'est rien comparé aux difficultés qui se posent lorsqu'il est trop tard », souligne-t-il. Il rappelle que dans son propre pays, la Nouvelle-Zélande, c'est seulement lorsque s'est avéré l'épuisement des stocks qu'un

De gauche à droite : **Tim Groser, John J. Harris, Brian Hoskins, Simon Upton, Andrew Seidl et Cesare Spreafico**



mécanisme de contingentement des pêches fut mis en place. Il demande aux experts de donner des exemples de politiques et de méthodes efficaces ainsi que de mettre en évidence les politiques qui nuisent aux résultats.

Tim Groser rappelle qu'il vient d'un pays qui ne consomme que 5 % de son eau, mais il souligne que la rareté des ressources est l'affaire de tous. Il expose quelques « motifs légitimes » d'inquiétude : l'augmentation de la population mondiale, le rythme de l'urbanisation et un « fléchissement de la productivité agricole ». Concrètement, il recommande de réduire le gaspillage des aliments, de moderniser les infrastructures, de favoriser l'ouverture des marchés et d'éviter le « protectionnisme vert ». L'innovation environnementale vient aussi de régions inattendues. La Chine, par exemple, est le premier producteur mondial d'éoliennes. Enfin, il fait part de sa préoccupation au sujet de la production d'éthanol, rappelant que « le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande craint fort que la première génération de biocarburants n'en vaille pas la peine ».

John J. Harris s'intéresse au problème de la surconsommation d'eau et propose trois grands axes d'attaque : un effort d'efficience, la fixation d'un prix de marché et l'innovation technologique. Les activités agricoles expliquent à elles seules 70 % de la consommation d'eau. Il exhorte le secteur et les autorités à collaborer avec les agriculteurs afin de réduire la consommation d'eau par une production plus efficace. Les 30 % restants de la consommation d'eau sont le fait de l'industrie de transformation et de la consommation des ménages. Il indique : « L'eau nous habille : près de 1 200 litres d'eau sont consommés pour produire un T-shirt en coton ». Il poursuit : « Nous devons revoir notre mode de vie », ce qui suppose la fixation d'un prix de marché de l'eau et de « ne pas ménager l'innovation ».

Du point de vue du climatologue, **Brian Hoskins** affirme que la « ressource la plus précieuse est l'atmosphère, où nous déposons nos déchets ». Chaque fois que l'on utilise du carbone, la quantité de CO_2 s'en trouve augmentée et nous « consommons » une partie du contingent atmosphérique disponible, explique-t-il. M. Hoskins est partisan d'aborder la question des ressources de façon globale, au lieu de considérer séparément l'eau, l'énergie et les questions de changement climatique. Par exemple, lorsque l'on utilise de l'eau, il faut de l'énergie pour la purifier : cette consommation d'énergie agit sur l'atmosphère et finit par modifier le régime mondial des précipitations, ce qui pèse un peu plus encore sur les ressources en eau. Les autorités doivent trouver des accords avec l'ensemble des partis afin que « l'industrie et l'agriculture sachent dans quelles directions évoluent des règles du jeu, aujourd'hui et demain ». Il ajoute qu'il est favorable à une taxe sur le carbone, afin d'encourager l'utilisation des combustibles de remplacement.

Pour **Andrew Seidl**, « si la biodiversité paie, la biodiversité reste ». Les valeurs de la biodiversité doivent être mesurées pour mettre en évidence les possibilités et les failles entre les prestataires de services de l'écosystème et les bénéficiaires. « La valeur [marchande] de nombreuses choses qui nous sont chères est nulle », observe-t-il. L'évaluation établit un pont entre les valeurs écologiques et économiques. Pour protéger les écosystèmes, il faudrait que chacun assigne une valeur à ce que ces systèmes lui apportent, puis essaie de prendre des décisions éclairées sur l'utilisation de ces apports. « L'action publique doit permettre aux bénéficiaires extérieurs de récompenser la protection de l'écosystème local, par le biais de paiments pour la biodiversité, de certifications, des banques, de la technologie de l'information et d'autres instruments. En général, nous pensons que la “ carotte ” marche mieux, car de nombreux berceaux de la biodiversité sont aussi l'endroit où habitent des communautés vulnérables, mais une carotte ne saurait être efficace sans un cadre de gouvernance approprié qui peut prévoir le bâton. »

La gestion des déchets est une autre pièce du puzzle de l'environnement. Comme l'indique **Cesare Spreafico**, chaque habitant produit en Italie 500 kg de déchets par an. L'objectif, est de trouver une nouvelle stratégie de traitement des déchets qui associerait la prévention, la réutilisation, le recyclage et la récupération. Les programmes nationaux de recyclage, comme par exemple les entreprises « vert.com », se sont avérés très efficaces pour atteindre les objectifs environnementaux dans l'Europe entière, sans faire appel à des financements publics ou privés.

Simon Upton



John J. Harris



Andrew Seidl





Ambet Yuson rappelle que la déforestation est la deuxième source d'émissions de carbone. Il estime que les normes non contraignantes adoptées par les gouvernements ne sont pas suffisantes. Il n'y a pas de « substituts aux instruments réglementaires ». Il préconise le développement de systèmes de certification qui encouragent les entreprises à exercer leurs activités sans porter atteinte à l'environnement ni aux personnes. Il approuve aussi le programme des Nations unies visant à réduire les émissions qui résultent de la déforestation. Pour ce qui est des accords commerciaux internationaux, il fait observer que « convaincre ne suffit pas, il faut contraindre » les pays à respecter les normes d'environnement, par exemple celles qui régissent l'aménagement forestier durable. En conclusion, il recommande des mesures qui favorisent la constitution de groupes à l'appui de la gestion des forêts et qui en fassent un pôle de l'économie locale.

Pour donner un exemple de « progrès réel » dans la protection concrète des ressources rares, **Pascal Husting** cite l'accord récemment signé par la Norvège et l'Indonésie pour imposer un moratoire sur la déforestation. Il reproche à l'Europe de n'avoir « aucun projet politique » dans le domaine des ressources rares. Il recommande de « réveiller le civisme » et d'instaurer de nouveaux rapports entre les autorités publiques et leurs électeurs, afin de presser les responsables politiques d'agir en faveur de la conservation des ressources.

Thomas Kaissl pense que la planète « vit en situation de dépassement écologique absolu ». Il fait valoir que notre système économique actuel n'est pas viable, mais que l'on n'a pas encore pris conscience de l'urgence du besoin de changement. Son organisation était parvenue à conclure un accord juridiquement contraignant avec certaines entreprises en vue de réduire leur empreinte écologique, mais ce n'était pas assez pour faire évoluer l'ensemble des marchés. Il a toutefois constaté que lorsque l'initiative d'un partenariat pour la conservation venait des plus grosses entreprises d'un secteur, elle ouvrait la voie à la conservation des ressources dans l'ensemble du secteur.

Ahmed Lahlimi Alami déplore que les pays en développement subissent les conséquences d'une crise provoquée par les pays riches, le crédit étant devenu cher. Il prévoit que les manquements aux normes d'environnement augmenteront, car les nouvelles technologies qui contribuent à préserver les ressources nécessitent des investissements, alors que les moyens de financement servent désormais à atténuer la crise dans les pays riches. ■

Lecture complémentaire :

Gestion durable des ressources en eau dans le secteur agricole



L'agriculture est le principal utilisateur d'eau dans la plupart des pays. Ce secteur est également confronté à l'énorme défi d'augmenter la production de produits alimentaires de presque 50 % d'ici 2030 et de la faire doubler d'ici 2050. Ceci devra probablement être réalisé en consommant moins d'eau, principalement en raison des pressions croissantes résultant de l'urbanisation, de l'industrialisation et du changement climatique. Dans ce contexte, il est important qu'à l'avenir les agriculteurs reçoivent les bons signaux pour augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'eau et améliorer sa gestion à usage agricole, tout en préservant les écosystèmes aquatiques.

Ce rapport incite les responsables de l'élaboration des politiques à reconnaître la complexité et la diversité des aspects de la gestion des ressources en eau dans l'agriculture ainsi que la vaste gamme des problèmes qui sont en jeu. Il leur procure également les outils pour le faire, en offrant une profusion d'informations sur les tendances récentes et des perspectives sur l'utilisation des ressources en eau dans l'agriculture, en intégrant notamment les impacts du changement climatique. Il examine les résultats obtenus par les pays de l'OCDE en matière de gestion de leurs ressources en eau à usage agricole, en se concentrant sur : l'ampleur des subventions accordées aux agriculteurs pour leur besoin en eau ; les mesures de protection contre les inondations et les sécheresses ; et l'organisation et la gestion des institutions liées à l'eau et au secteur agricole. Le rapport propose des recommandations concrètes sur ce que les pays devraient faire et sur les raisons pour lesquelles ils devraient le faire.

ISBN : 9789264083585

Disponible sur : **www.oecd.org/bookshop?9789264083585**



Le Forum de l'OCDE tient à remercier les étudiants d'HEC pour leur aide précieuse apportée dans la préparation des résumés du Forum et de ce magazine



Liste des intervenants

Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE

Giulio Tremonti, Ministre de l'Économie et des Finances, Italie

Esko Aho, Vice-président exécutif, Nokia Corporation, Finlande

Imoni Akpofure *(discutant)*, Représentante spéciale pour l'Europe, Société financière internationale

Stéphanie Antoine, Présentatrice, France24, France

Nicolas Arpagian, Rédacteur en chef, *Prospective Stratégique*, Centre d'Études et de Prospective Stratégique, France

Habip Asan, Président, Turkish Patent Institute, Turquie

Ken Ash, Directeur, Échanges et agriculture, OCDE

Franco Bassanini, Président, Cassa Depositi e Prestiti, Italie

Agnès Bénassy-Quéré *(discutant)*, Directrice, CEPII, France

Loïck Berrou, Rédacteur en chef, France 24, France

Bruno Berthon, Directeur, Accenture Services développement durable, Accenture

Fatih Birol, Économiste en chef, Agence internationale de l'énergie

Adrian Blundell-Wignall, Directeur adjoint, Affaires financières et entreprises, OCDE

Patrick Boulte, Vice-président, Association solidarités nouvelles face au chômage, France

John Hope Bryant, Fondateur et PDG, Operation HOPE, États-Unis

Sharan Burrow, Présidente, Confédération syndicale internationale

Otaviano Canuto, Vice-président, Réseau pour la réduction de la pauvreté et la gestion économique, Banque mondiale

Carla Coletti *(discutant)*, Directrice, Commerce, emploi et développement, Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie

Luiz Carlos Corrêa Carvalho, Consultant - FGV Projetos, Fundação Getulio Vargas, Brésil

Simon Crean, Ministre du Commerce, Australie

Luca de Biase, Rédacteur, Technologie de l'information et science, *Il Sole 24 Ore*, Italie

José Domínguez Abascal, Directeur technique, Abengoa, Espagne

Amy Domini, Fondatrice et Directrice générale, Domini Social Investments, États-Unis

Soumitra Dutta, Directeur des relations extérieures, INSEAD, France

Larry Elliott, Rédacteur en chef pour les affaires économiques, *The Guardian*, Royaume-Uni

Carolyn Ervin, Directrice, Affaires financières et entreprises, OCDE

Christine Evans-Klock, Directrice, Département des compétences et de l'employabilité, Organisation internationale du travail

Renato Flores *(discutant)*, Professeur, Fundação Getulio Vargas / EPGE, Brésil

José Mariano Gago, Ministre des Sciences, des Technologies et de l'Enseignement supérieur, Portugal

Geoffrey I. Gallop, Professeur et Directeur, Graduate School of Government, Université de Sydney, Australie

Gao Xiqing, Président et Directeur de l'investissement, China Investment Corporation, République populaire de Chine

Chris Giles, Rédacteur en chef pour les affaires économiques, *Financial Times*, Royaume-Uni

Anthony Gooch, Directeur, Relations extérieures et communication, OCDE

Antoine Gosset-Grainville, Directeur général adjoint, Caisse des Dépôts et Consignations, France

Dawn Graham, Présidente, EUCan II, MSD

Edward F. Greene *(discutant)*, Associé, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP, États-Unis

Tim Groser, Ministre du Commerce, Nouvelle-Zélande

Miroslav Hájek, Vice-ministre, Directeur général, Ministère de l'Environnement, République tchèque

Bob Harris, Conseiller principal auprès du Secrétaire général, Internationale de l'éducation

John J. Harris, PDG, Nestlé Waters

Brian Hoskins, Directeur, Institut Grantham pour le changement climatique, Royaume-Uni

Anne-Catherine Husson-Traoré, Directrice générale, Novethic, France

Pascal Husting *(discutant)*, Directeur exécutif, Greenpeace France

Barbara Ischinger, Directrice, Éducation, OCDE



Agnes Jongerius, Présidente, FNV, Pays-Bas

Thomas Kaissl *(discutant)*, Responsable du programme Economie verte, WWF International

Anatole Kaletsky, Journaliste économique, *The Times*, Royaume-Uni

Mikael Karlsson, Président, Bureau européen de l'environnement

Peter Kemp, Directeur de rédaction, *Energy Intelligence*, Royaume-Uni

Marie-Louise Knuppert, Secrétaire confédérale, Confédération syndicale danoise

Nobuaki Koga, Président, Confédération syndicale japonaise (RENGO)

Ahmed Lahlimi Alami *(discutant)*, Haut commisssaire au Plan, Maroc

Pascal Lamy, Directeur général, OMC

Göran Lundgren, Vice-président, Développement commercial, Vattenfall AB, Suède

Cécile Maisonneuve, Vice-présidente, Agenda international et prospective, AREVA, France

John P. Martin, Directeur, Emploi, travail et affaires sociales, OCDE

John Monks, Secrétaire général, Confédération européenne des syndicats

Anatoly Moskalenko, Membre du Comité de Direction, LUKOIL, Fédération de Russie

Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint et Chef économiste, OCDE

Borut Pahor, Premier Ministre, Slovénie

Michèle Pappalardo *(discutant)*, Commissaire générale au Développement durable, Ministère de l'Écologie, France

Alessandro Profumo, Directeur général, Unicredit Group, Italie

Gideon Rachman, Éditorialiste en chef des Affaires étrangères, *Financial Times*, Royaume-Uni

Leonardo Radicati, Directeur, ICE Paris, Institut italien pour le commerce extérieur

Christina Romer, Présidente, Council of Economic Advisers, États-Unis

Juan Carlos Romero Hicks, Directeur général, Conseil national de la science et de la technologie, Mexique

Stefano Scarpetta *(discutant)*, Chef, Emploi, analyse et politiques, OCDE

Luca Scarpiello, Membre du Conseil, Forum européen de la jeunesse

Roland Schatz *(discutant)*, Fondateur et Directeur général, Media Tenor International, Suisse

Martin Schuurmans, Président, Institut européen de l'innovation et de la technologie (EIT)

Andrew Seidl, Chef de l'économie mondiale et du programme environnemental, Union internationale pour la conservation de la nature

Jeong Shik Shin, Membre, Comité présidentiel sur la croissance verte, Corée

Robert Skidelsky, Membre, Chambre des Lords, Royaume-Uni

Gabriel Solomon, Vice-président principal, Politiques publiques, GSMA

Cesare Spreafico, Directeur général, COREPLA, Italie

Anna Thomas *(discutant)*, Chef du Développement économique et social, ActionAid UK , Royaume-Uni

Martin Tlapa *(discutant)*, Vice-ministre, Ministère du Commerce et de l'Industrie, République tchèque

Simon Tormey *(discutant)*, Directeur, École des Sciences sociales et politiques, Université de Sydney, Australie

Aleph Torres *(discutant)*, Président, Fundación Proacceso, Mexique

Cecilia Tortajada *(discutant)*, Vice-présidente, Centre du Tiers-Monde pour la gestion de l'eau

Richard Trumka, Président, Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles

Simon Upton, Directeur, Environnement, OCDE

Jean-Marc Vittori, Éditorialiste, *Les Echos*, France

Peter Waldorff *(discutant)*, Secrétaire général, Internationale des services publics

Avivah Wittenberg-Cox, Directrice générale, 20-first, France

Adam Wolfensohn *(discutant)*, Directeur général, Wolfensohn & Company, États-Unis

Andrew Wyckoff, Directeur, Science, technologie et industrie, OCDE

Ambet Yuson *(discutant)*, Secrétaire général, Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois

Niklas Zennström, Directeur général et partenaire fondateur, Atomico Ventures, Royaume-Uni





NE MANQUEZ PAS LE FORUM DU 50e ANNIVERSAIRE DE L'OCDE EN 2011

24-25 mai 2011

www.oecdforum.org



MÉDIA















International Herald Tribune





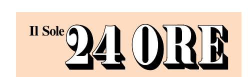














PARTENAIRES











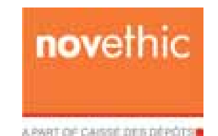














DONATEURS























PARTENAIRES



